**République Algérienne Démocratique et Populaire**

**RAPPORT NATIONAL SUR LA MISE**

**EN OEUVRE DE L’AGENDA 2063**

**Février 2020**

**Table des matières**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **I****II****III****IV****V****VI****VII** | **-INTRODUCTION****- APERCU SUR LA SITUATION SOCIOECONOMIQUE DE l’ALGERIE :……………………****-ETAT DES LIEUX DE LA MISE EN OUVRE DES OBJECTIFS DE L’AGENDA 2063 :…****ASPIRATION 1 : UNE AFRIQUE PROSPERE FONDEE SUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET UN DEVELOPPEMENT DURABLE :………………………………………………..****Objectif 1** : Un niveau de vie et une qualité de vie élevés et le bien être pour toutes les populations africaines :…………………………………………………………………**Objectif 2** : Des citoyens bien instruits et une révolution des compétences appuyée par la science, la technologie et l’innovation :……………………………….**Objectif 3** : Des citoyens en bonne santé et bien nourris : ……………………………**Objectif 4** : Des économies transformées et création d’emplois :…………………**Objectif 5** : Une agriculture moderne pour une production et une productivité renforcées :………………………………………………………………………………**Objectif 6** : Economie bleu/des océans pour une croissance économique accélérée :…………………………………………………………………………………………………..**Objectif 7** : des économies et des collectivités durables sur le plan environnemental et du climat :……………………………………………………………….…..**ASPIRATION 2 : UN CONTINENT INTEGRE, POLITIQUEMENT UNI, FONDE SUR LES IDEAUX DU PANAFRICANISME ET DE LA VISION DE LA RENAISSANCE DE L’AFRIQUE :…………………………………………………………………………………………………….****Objectif 8** : Une Afrique unies clés (Fédération ou confédéré) :……………………**Objectif 9** : Création et mise en œuvre d’institutions financières et monétaire continentales clés :………………………………………………………………………**Objectif 10** : Des infrastructures de classe mondiale dans toute l’Afrique……**ASPIRATION 3 : UNE AFRIQUE DE LA BONNE GOUVERNANCE, DE LA DEMOCRATIE, DU RESPECT DES DROITS DE L’HOMME ET DE L’ETAT DE DROIT :.****Objectif 11** : enracinement des valeurs, des pratiques démocratiques des principes universels des droits de l’homme, de la justice et de l’Etat de droit :……………………………………………………………………………………………………………**ASPIRATION 4 : UNE AFRIQUE EN PAIX ET SUR :………………………………………………****Objectif 13 :** Préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité :…………**Objectif 14** : Une Afrique stable et en paix :………………………………………………….**Objectif 15 :** Une architecture africaine de paix et de sécurité pleinement fonctionnelle et opérationnelle :…………………………………………………………………**ASPIRATION 5 : UNE AFRIQUE A IDENTITE CULTURELLE FORTE, AYANT DES VALEURS, UNE ETHIQUE ET UN PATRIMOINE COMMUNS :……………………………****Objectif 16** : Grande importance accordée à la renaissance culturelle africaine :……………………………………………………………………………………………………..**ASPIRATION 6 : UNE AFRIQUE DONT LE DEVELOPPEMENT EST AXE SUR SES CITOYENS, PUISANT DANS LE POTENTIEL DE SES POPULATIONS :……………………****Objectif 17 :** Egalite totale entre les hommes et les femmes dons tous les domaines de la vie :………………………………………………………………………………………**Objectif 18:** Engagement et autonomisation des jeunes et droits des enfants. :………………………………………………………………………………………………………**ASPIRATION 7 : UNE AFRIQUE, EN TANT QUE PARTENAIRE FORT ET INFLUENT DANS LE MONDE :……………………………………………………………………………………………****Objectif 19** : L’Afrique en tant que partenaire majeur dans les affaires et la coexistence pacifique au niveau mondial :……………………………………………………**Objectif 20** : l’Afrique assume l’entière responsabilité du financement de son développement :……………………………………………………………………………………**-RECOMMANDATIONS……………………………………………………………………………………****-PRINCIPLE LECONS APPRISES :………………………………………………………………………****-CONCLUSION :………………………………………………………………………………………………****-ANNEXES / Tableau de Bord de l’Algérie :………………………………………………………** | **5****13****13****13****16****17****18****23****25****26****29****29****30****30****32****32****33****33****33****33****35****35****36****36****38****41****41****43****45****47****48****50** |

**I- INTRODUCTION**

A l’occasion de la célébration du Jubilé de l’Organisation de l’Unité Africaine (OUA), les leaders africains ont décidé de renouveler leur engagement solennel en faveur de la mise en œuvre d’une vision d’une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale.

C’est dans cette optique que les dirigeants africains sont convenus de la nécessité d’amorcer un processus de consultation en vue d’élaborer un programme continental de cinquante ans pour concrétiser les aspirations des Peuples africains en matière de développement et de prospérité et préparer les transformations et les transitions devant mener vers l’Afrique que nous voulons d’ici 2063.

Ce processus a abouti à la conception de l’Agenda 2063, approuvée lors de la 24e session ordinaire de la Conférence de l’Union africaine, en janvier 2015, pour servir, à la fois, en tant qu’une vision et un plan d’action à long terme qui englobe tous les segments de la société africaine, dans l’objectif ultime de construire ensemble une Afrique prospère et unie, fondée sur des valeurs communes et un destin commun.

Cette vision s’imprègne du contexte historique du panafricanisme et des initiatives continentales passées et présentes, tels que la Déclaration de Monrovia de 1979, le Plan d’action de Lagos de 1980, le Traité d’Abuja de 1991 instituant les Communauté africaine économiques (CERs), le Nouveau partenariat pour le Développement de l’Afrique (NEPAD), pour relever de nouveaux défis auxquels fait face le Continent qui aspire à devenir la troisième puissance économique mondiale, et un acteur incontournable, fort et influent sur la scène mondiale.

L’Algérie, de par son histoire, sa géographie, ses principes et convictions, a toujours assumé un rôle actif dans les efforts déployés par l’Afrique pour une renaissance africaine authentique, et continue à consentir des sacrifices et à honorer ses engagements et assumer ses responsabilités vis-à-vis de l’Afrique et à défendre et promouvoir ses intérêts dans le concert des nations et au sein des institutions et foras internationaux.

A cette fin, l’Algérie s’est approprié l’Agenda 2063 dès son adoption en 2015. Et afin d’apporter des réponses nationales fortes à la mesure des enjeux et des défis, elle a mis en place un Comité interministériel de coordination. Ce dernier rassemble les différents ministères, institutions et organismes nationaux, avec pour missions pour suivre et évaluer la mise en œuvre du Premier Plan Décennal (PPD) de l’Agenda 2063 en Algérie.

L’Algérie a adopté la méthodologie préconisée par les experts de la Commission de l’Union Africaine et l’Agence de Développement de l’Union Africaine- NEPAD pour la réalisation de ce rapport. Ce rapport vise à faciliter le partage d’expériences entre les pays africains afin d’exploiter les synergies et de parvenir à une réalisation accélérée des objectifs de l’Agenda 2063.

**II - APERCU SUR LA SITUATION SOCIOECONOMIQUE DE l’ALGERIE**

Dans cette partie, nous présentons une analyse succincte de la situation économique et sociale qui a prévalu en Algérie au cours de la période 2013-2019.

**1- La croissance économique**

L’élément majeur caractéristique de la période 2013-2019 est la chute drastique des prix des hydrocarbures enclenchée à partir du second semestre 2014 ayant impacté de manière directe les économies des pays producteurs d’hydrocarbures dont celle de l’Algérie.

La tendance baissière du prix moyen du baril qui a commencé en 2014 (-8,0%) passant de 109 $ US/baril en 2013 à 100,2 $ US/baril en 2014 s’est poursuivie en 2015 avec une baisse marquée de 47% pour atteindre le niveau de 45,0 $ US le baril en 2016, soit une baisse globale de 58,7% par rapport à 2013. A partir de 2017, les prix du baril se sont relevés pour atteindre en 2018 environ 71,3 $ US le baril avant de revenir en 2019 à un niveau, certes supérieur à celui de la période 2015-2017, mais bien inférieur au niveau des prix enregistrés en 2013 et 2014.

Toutefois, en dépit d’une conjoncture internationale défavorable, une partie du choc pétrolier de 2014 qui s’est propagé jusqu’à 2019 a pu être contenue et absorbée puisque l’économie algérienne a enregistré au cours de la période 2013-2019 (9 premier mois) un taux de croissance moyen assez appréciable soit 2,4%. Hors hydrocarbures, la croissance du PIB est encore plus importante puisqu’elle est de 4,0%.

Les différents secteurs d’activité économique ont contribué de manière différenciée à la croissance économique.

Deux secteurs d’activité ont été structurellement le moteur de la croissance sur la période 2013-2019 (9 Mois) : il s’agit du secteur du BTPH qui a réalisé une croissance moyenne de 5,2% et du secteur des services non marchands avec une croissance moyenne de 5,1%. Pour l’essentiel, le dynamisme de ce dernier secteur trouve ses origines au niveau de l’activité des transports et télécommunication particulièrement la téléphonie mobile et des services fournis aux ménages.

Le secteur industriel a lui aussi soutenu la croissance économique sur la période puisqu’il a réalisé une performance moyenne de 4,3%.

En revanche, l’activité du secteur agricole a été moins régulière bien qu’il enregistre une croissance moyenne de 3,6% largement supérieure au taux d’accroissement de la population.

S’agissant des hydrocarbures et excepté l’année 2016 où le secteur a réalisé une croissance très appréciable de 7,7% et l’année 2015 dont la croissance du secteur a connu une quasi-stagnation, les autres années ont enregistré des contre-performances. En moyenne, le secteur des hydrocarbures qui représente près du quart (24%) du PIB nominal sur la période 2013-2019 voit sa valeur ajoutée en termes réels baisser de -1,7%.

**2- La demande**

Du côté de la demande, il est aisé de remarquer que sur la période considérée, la croissance économique a été soutenue par la dépense interne à savoir la consommation finale et l’investissement.

Ainsi, la Consommation Finale des Ménages (CFM) a enregistré durant la période considérée une croissance moyenne en volume de 3,2%. La croissance la plus soutenue de la CFM a été enregistrée en 2013 avec 5,0%. Pour sa part, la Consommation Finale des Administrations Publiques (CFAP) a connu durant la période considérée une croissance moins soutenue que celle des ménages, soit un taux moyens 1,9%. Cela peut s’expliquer en grande partie par une gestion plus rationnelle des moyens de fonctionnement de l’administration suite à la réduction des recettes budgétaires de l’Etat.

Mesuré par la Formation Brute du Capital Fixe (FCBF), l’investissement a cru en volume et en moyenne de 4,7% sur la période considérée. Le taux de croissance le plus important de la FBCF a été établi en 2013 avec 8,3%. La FBCF a été essentiellement soutenue par les investissements de l’Etat à travers l’expansion budgétaire et par les investissements dans le secteur des hydrocarbures.

 La demande externe adressée à l’Algérie a baissé en volume en raison de la réduction du volume des exportations des hydrocarbures. En effet, sur la période considérée, elle a baissé de 1,9%.

Hormis l’année 2016 où le volume des exportations des hydrocarbures a été positif (6,3%) et dans une moindre mesure l’année 2014 où le volume des exportations des hydrocarbures a stagné, les autres années sont caractérisées par des baisses relativement importantes des exportations des hydrocarbures. Durant la période considérée, le volume des ventes à l’extérieur des produits des hydrocarbures a marqué une baisse moyenne de 2,5%.

Même si leur part reste marginale dans l’ensemble des exportations de marchandises (4,9%), les produits hors hydrocarbures vendus à l’extérieur ont connu une vive croissance en volume avec un taux moyen de 8,6% sur la période considérée.

S’agissant du volume des exportations de services, il a été erratique sur la période marquant tantôt une croissance (2014, 2015, 2016 et 2018) et tantôt des contreperformances (2013 et 2017). Le taux moyen de croissance du volume des exportations de services reste, toutefois, positif au cours la période considérée avec le taux de 3,3%.

Notons, enfin, que les importations de biens et services qui constituent des éléments de l’offre globale ou des ressources, ont connu à partir de 2017 des baisses successives de leur volume suite à la baisse des revenus pétroliers. Sur la période considérée, le volume moyen des importations de biens et services reste positif et progresse de 1,4%.

**3- les équilibres financiers externes**

Les équilibres financiers extérieurs de l’Algérie tels que mesurés par la balance des paiements ont été impactés négativement par la conjoncture pétrolière défavorable d’abord de manière légère en 2014 puis rudement à partir de 2015.

Sur la période 2013-2018, les importations annuelles moyennes de marchandises sont de 52,3 milliards de US $. Sur la même la période, elles ont légèrement baissé en passant de 55 milliards de US $ en 2013 à 48,6 milliards de US $ en 2018.

Les exportations de marchandises, quant à elles, enregistrent une baisse très marquée à partir de 2014. En effet, elles passent de 64,9 milliards de US $ en 2013 à 29,3 milliards de US $ en 2016, soit une baisse nominale de 54,8%. A la faveur de légère reprise des prix des hydrocarbures à partir de 2017, la valeur des exportations de marchandises remonte en 2017 à 34,6 milliards de US $ pour s’établir en 2018 à 41,1 milliards de US $.

Pour l’essentiel, ces niveaux d’exportation de marchandises est le fait des exportations des hydrocarbures qui représentent sur la période 2013-2018 la proportion moyenne de 96,3% du montant global des exportations de marchandises. Les exportations de marchandises hors hydrocarbures demeurent donc toujours marginales mais leur valeur progresse sur la période en passant de 1,1 milliards de US $ en 2013 à 2,2 milliards de US $ en 2018.

Sur toute cette période, l’Algérie a importé pour une valeur globale de 314,3 milliards de DA alors que la valeur de ses exportations n’était que de 264,1 milliards de US $.

Ces niveaux d’importations et d’exportations de marchandises se sont traduits sur la période par des balances commerciales (FOB/FOB) déficitaires exceptée pour l’année 2013 où elle a été excédentaire de 9,9 milliards de US $. Corrélativement, le taux de couverture des importations par les exportations a été de 118% en 2013, puis de 100% en 2014 où la valeur des importations de marchandises a été égale à celle des exportations de marchandises (59,6 milliards de US $) et enfin inférieur à 100 à partir de 2017.

Pour ce qui est du commerce de services non-facteurs, il est structurellement déficitaire sur toute la période avec une moyenne de 7,7 milliards de US $. Nous relèverons durant cette période la stabilité des exportations de services autour de 3,3 milliards de US $, soit un niveau équivalent à deux fois celui des exportations de marchandises hors hydrocarbures. La valeur moyenne des importations de services est de 11,1 milliards de US $.

Le compte du revenu du capital est, également, déficitaire sur la période puisque les intérêts versés constituent plus du double des intérêts reçus. En effet, l’Algérie a remboursé à ses principaux créanciers 37,3 milliards de US $ d’intérêts sur la période. Par contre, elle n’a reçu que 15 milliards d’intérêt sur la même période. .

Les transferts nets demeurent positifs avec une moyenne de 3,1 milliards de US $ sur la période.

Ces différents soldes intermédiaires ont eu comme résultante un compte courant de la balance des paiements qui affiche sur la période des solde déficitaires exception faite de l’année 2013 où il a été de excédentaire de 1,2 milliards de US $.

Excepté pour l’année 2016, les investissements nets sont positifs avec une moyenne d’un (01) milliards de US $ mais affichent tout de même une tendance baissière puisqu’ils passent de deux (02) milliards de US $ en 2013 à 630 milliards de US $ en 2018.

Le compte des emprunts nets à Moyen et Long Terme affiche tantôt un solde positif et tantôt négatif reste en 2001 déficitaire de 1.990 millions de US $, contre un déficit de 1.960 millions d US $ en 2000.

De ce fait et en dehors de l’année 2013, le solde de la balance des paiements est déficitaire et est assimilable à un besoin de financement de la nation.

**4- L’inflation**

Concernant l’inflation, l’indice des prix à la consommation a connu deux tendances contrastées : une première tendance haussière de 2013 à 2016 où il s’est établi à 6,4% en 2016 puis une seconde tendance baissière où le rythme des prix ont commencé à décélérer à partir de 2017 pour s’établir à 1,95 en 2019.

L’inflation moyenne sur la période a été contenue à 4,2%. Il est à noter que le taux d’inflation de l’année 2019 (1,95%) reste l’un des plus faibles au cours de la dernière décennie.

En moyenne, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 3,3% au cours de la période considérée alors que ceux du groupe « habillement-chaussures » ont connu une hausse relativement importante avec un taux moyen de 8,3%. En outre, les prix de services ont enregistré une hausse moyenne de 5,0% sur la période considérée.





**5- La population**

La population algérienne résidente est passée de 38,3 millions d’habitants en 2013 à 42,6 millions d’habitants en 2018, soit un accroissement naturel de 4,3 millions d’habitant sur la période. Elle est estimée à 43,9 millions d’habitants au 1er janvier 2020. Les projections indiquent que la population algérienne résidente serait de l’ordre de 51,3 millions d’habitants en 2030 et de 57,6 millions d’habitants en 2040.

Le taux d’accroissement naturel de la population a connu une certaine hausse à partir de 2014 jusqu’à 2016 pour décélérer à partir de 2017 et arriver en 2018 à un niveau légèrement inférieur à celui observé en 2013. Le nombre de naissances vivantes est passé de 963.000 en 2013 à 1.038.000 en 2018. Sur la période, la moyenne des naissances est de 1.023.000.

Le nombre de décès est passé de 168.000 en 2003 à 193.000 en 2018 avec une moyenne de 181.000.

En dépit d’une légère augmentation du **taux brut de mortalité** passant de 4,39% en 2013 à 4,53% en 2018, certains indicateurs spécifiques de mortalité se sont améliorés de manière significative. C’est le cas par exemple du **taux de mortalité infantile** qui est passé de 22,4‰ en 2013 à 21‰ en 2018. C’est également le cas du **quotient de mortalité infanto-juvénile** qui a été déduit de près de 2 point sur mille pour se situer à 24,2‰ en 2018 après avoir été de 26,1‰ en 2013. Nous pouvons citer également le cas du **taux de mortinatalité** qui a connu une baisse marquée passant de 15,4‰ en 2013 à 12,1‰.

L’espérance de vie à la naissance s’est améliorée sur la période considérée passant de 77 ans en 2013 à 77,7 ans en 2018. Selon le genre, était en 2018 de 78,4 ans pour les femmes (77,6 ans en 2013) contre 77,1 ans pour les hommes (76,5 ans en 2013).

**6- L’Emploi et le chômage**

En mai 2019, la population active du moment, au sens du Bureau International du Travail est évaluée à 12.730.000 personnes au niveau national, soit un accroissement de 767.000 par rapport à septembre 2013. La population active féminine a atteint en mai 2019 près de 2.591.000 soit 20,4% de la population active totale contre la part de 19,0% en septembre 2013.

Le taux de participation à la force de travail de la population âgée de 15 ans et plus (ou taux d’activité économique) a baissé en mai 2019 à 42,2% après avoir été à 43,2% en septembre 2013. Décliné par sexe, il est estimé en mai 2019 à 66,8% auprès des hommes (69,5% en septembre 2013) contre 17,3% chez les femmes (16,6% en septembre 2013).

La population occupée du moment est passée de 10.788.000 personnes en septembre 2013 à 11.281.000 personnes en mai 2019, soit un accroissement absolu de près d’un demi-million de personnes sur la période considérée. La part de la population féminine occupée augmente légèrement passant ainsi de 17,6% en septembre 2013 à 18,3% en mai 2019.

La population occupée dans le secteur public baisse de 3,9% passant de 4.440.000 personnes en septembre 2013 à 4.267.000 personnes en mai 2019. En revanche, elle augmente de 10,5% dans le secteur privé pour se situer à 7.014.000 en mai 2019.

Selon le statut d’occupation, le volume de l’auto emploi augmente de 11,4% sur la période considérée passant de 3.117.000 personnes en septembre 2013 à 3.473.000 personnes en mai 2019. Sa part moyenne est de 29,3% sur la période considérée. Le volume des salariés a augmenté de 188.000 personnes. Les efforts des pouvoirs publics en faveur des contrats à durée indéterminée ont permis d’augmenter le volume des salariés permanents sur la période considérée de 576.000 personnes alors que celui des salariés non permanant baisse de l’ordre de 388.000 personnes.

Dans les conditions de l’évolution des la population active et occupée, le volume de la population à la recherche d’un emploi augmente de près de 274.000 chômeurs sur la période considérée pour se situer en mai 2019 à 1.449.000 chômeurs, soit un taux d’accroissement annuel moyen de 3,6%. A cet effet, le taux de chômage augmente légèrement pour se situer en mai 2019 à 11,4% après avoir connu le taux record de 9,8% en septembre 2013.

**III-ETAT DE LIEUX DE LA MISE EN OUVRE DE L’AGENDA 2063**

L’Algérie a intégré, dès leurs adoptions, l’Agenda 2063 et les Objectifs de Développement Durable dans ses politiques nationales de développement.

Un Comité interministériel chargé du suivi de la réalisation des objectifs de l’Agenda 2063 en Algérie a été installé. Ce Comité qui se réunit régulièrement regroupe les points focaux de l’ensemble des Départements ministériels et les représentants de l’Office National des Statistiques, ainsi que les autres organismes concernés par les domaines prioritaires de l’Agenda 2063.

**ASPIRATION 1 : UNE AFRIQUE PROSPERE FONDEE SUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET UN DEVELOPPEMENT DURABLE**

**Objectif 1 : Un niveau de vie et une qualité de vie élevés et le bien être pour toutes les populations africaines**

**Revenu, emploi et travail décent**

Depuis la moitié de l’année 2014, et sous l’effet de la baisse des prix internationaux du pétrole brut et du gaz naturel, l’économie Algérienne a entamé une phase qui se caractérise par la contraction des ressources financières. A l’effet d’atténuer les impacts négatifs de cette conjoncture défavorable sur les équilibres internes et externes, les pouvoirs publics, à travers les grands axes des différents projets de lois des finances, ont préconisé des objectifs macroéconomiques ciblant la maitrise des dépenses publiques, l’encadrement du commerce extérieur et la préservation de l’activité économique ainsi que des acquis sociaux de la population.

Le Revenu National Brut par habitant (RNB per capita) exprimé en US $ est passé de 5378 en 2013 à 3983 en 2018, régression qui s’explique essentiellement par la forte dépréciation du DA par rapport au Dollar Américain.

En monnaie locale, le Revenu National Brut par habitant est passé de 426.920 DA en 2013 à 464.452 en 2018 DA, soit une variation annuelle moyenne de +1,7 %.

Les transferts sociaux budgétisés représentent durant le prochain plan social 8,4% du PIB réparties en 24,8% comme soutien aux familles, 27,9% à l’éducation, 18% à la santé et 9% à l’habitat.

Des efforts soutenus de l’Algérie durant les dernières décennies pour la réalisation de fortes croissances économiques ont été déployés dans la perspective de réduire le chômage dont le taux avait culminé au début des années 2000 à près de 30% de la population active. En moyenne entre 2001 et 2018, plus de 300.000 emplois nets ont été créés chaque année grâce notamment à un investissement public massif et à une politique active d’aide à l’insertion professionnelle. Le taux de chômage se situe en 2019 à 11,4% de la population active. Cependant, malgré ces résultats positifs, l’emploi reste encore un défi majeur, notamment, pour les jeunes (16-24 ans) dont le taux de chômage a enregistré un recul de 2,2 points de pourcentage entre septembre 2018 et mai 2019. Durant la même période, le taux de chômage par sexe enregistre un fléchissement de 0,8 point de pourcentage pour les hommes et une hausse de 1 point de pourcentage pour les femmes. En terme de niveau d’activité, le taux d’activité économique est passé de 41,7% en septembre 2018 à 42,2% en mai 2019.

**Pauvreté, inégalité et faim**

L’Algérie, en souscrivant à l’agenda 2030, s’est engagée à éradiquer l’extrême pauvreté et à réduire de moitié la pauvreté nationale. La politique sociale menée par notre pays depuis des décennies pour combattre la pauvreté a déjà donné des résultats remarquables.

En 2011, la population vivant au- dessous du seuil de l’extrême pauvreté ne dépassait pas 0,5% de la population totale. Une comparaison internationale permet de situer l’Algérie parmi les quarante pays au monde qui ont réduit le plus, entre 2010 et 2012, le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil international de pauvreté.

L’Algérie est parvenue à réduire le taux de prévalence de la sous-alimentation au rythme moyen de -6% par an. En 2016, la prévalence de la sous-alimentation s’est fixée à 4,6% alors que le taux moyen dans les pays en développement s’élève à 13%.

Le taux de prévalence de l’insécurité alimentaire sévère et celui de l’insécurité moyenne à sévère ont atteint respectivement 1,3% et 6,3% en 2014. Ces résultats placent ainsi l’Algérie parmi les pays dont la population souffre le moins d’insécurité alimentaire.

Le retard de croissance concernait, pendant une décennie (1992-2002), entre 18% et 19% des enfants âgés de moins de 5 ans. En 2012-2013, cette proportion est estimée à 11,7% affichant ainsi une nette tendance à la baisse de l’ordre de 7,4 points entre 2002 et 2012. L’émaciation modérée ou sévère est estimée à 4,1% en 2012-2013 contre seulement 2,9% en 2006. Quant à l’obésité, cette dernière a connu une légère baisse en passant de 14,7% en 2002 à 12,4% en 2012-13 soit un gain de 2,3 points seulement durant une décennie. L’obésité concerne plus les garçons que les filles (12,8% vs 11.9%), le Nord que le Sud (12,3% vs 6,9%), et le milieu urbain que le milieu rural (13% vs 11,4%).

Il est à noter que des enquêtes sont en cours de réalisation par les services spécialisés pour évaluer les tendances en matière de l’insécurité alimentaire et de la malnutrition.

**L’accès des populations à l’eau potable**

La nouvelle constitution Algérienne de 2016 consacre, à travers son article 19, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles ainsi que leur préservation au profit des générations futures.

l’Algérie a engagé des réformes importantes pour la mise en œuvre des outils stratégiques de gestion intégrée de la ressource en eau, ce qui a conduit à revoir complètement la législation relative à l’eau à travers la Loi n°05-12 du 4 août 2005.Une première étape de ce processus de réforme, dans le sens d’une politique nationale orientée vers la préservation qualitative et quantitative de la ressource, la gestion rationnelle et économique planifiée à échelle du bassin versant, enfin l'association de partenaires publics-privés.

Le secteur de l'eau se dotait de textes d’applications, 45 textes d’application de la loi sur l’eau publiés, de budgets et crédits, d’organismes opérationnels et de personnel qualifié afin de mobiliser, répartir et protéger au mieux les ressources en eau du pays.

En matière de mobilisation de la ressource en eau, l’Algérie a réalisé 80 barrages d’une capacité de stockage de plus de 8,3 milliards de m3, 2 800 forages d’une capacité de production de plus de 3.200.000 m3/j, 11 grandes unités de dessalement d’eau de mer d’une capacité de production de 2,1 millions de m3/jour.

Concernant l’alimentation en eau potable, le développement du réseau d’adduction et de distribution d’eau potable est passé de 55 000 km en 2001 à 127 000 km en 2016 permettant de transporter 3,6 milliards de m3 d’eau par an et d’améliorer le taux de raccordement de la population au réseau public d’eau potable de 94 % en 2013 à 98 % en 2019. En milieu urbain ce taux est de 100 %. Ces résultats notables dans ce domaine de priorité (119%) ont permis de situer l’indice de performance à un niveau très appréciable de 117 % dépassant par l’occasion le niveau prévu de 2019.

**Habitat modernes et habitables et service de base de qualité**

En matière d’habitat, on peut noter avec beaucoup de satisfaction qu’il s’agit d’un registre d’excellence pour l’Algérie qui lui accorde la plus haute priorité puisqu’il s’agit d’un enjeu social avec l’accès pour tous à un logement décent et a un coût abordable. Dans ce domaine, l’effort de l’Algérie est très palpable et s’est traduit par la réalisation entre 2013 et 2018 plus de 1,5 millions d’unités de logements tout programme confondu (logements publics locatifs, logements promotionnels aidés, logements location-vente, logements promotionnels public).

Ces chiffres n’incluent pas l’auto-construction qui bénéficie également, sous certaines conditions, de l’aide de l’Etat.

Cet effort remarquable a permis de ramener le Taux d’Occupation du Logements (TOL) de 6,1 personnes par logement en 2013 à 5,5 en 2018 personnes par logement, ce qui contribue à l’amélioration des conditions de vie de ménages, notamment des catégories défavorisées).

L’accès à l’énergie constitue la condition préalable à tout progrès réel dans tous les domaines. Le secteur de l’énergie participe à la prospérité économique, au bien-être social ainsi qu’à la sécurité et au développement durable

 Les efforts consentis par l’Etat en matière de renforcement de capacité de production d’électricité, mais aussi d’infrastructures de transport et de distribution ont permis d’assurer une couverture optimale du pays. De ce fait, aujourd’hui, la majorité des citoyens ont accès à l’électricité et au gaz (naturel ou butane) et cela, à des prix adaptés et très abordables pour le consommateur.

C’est ainsi que le secteur, par le biais de la société Nationale de l’Electricité et du Gaz (Sonelgaz), s’est engagé, au milieu des années 1970, à réaliser un ambitieux programme de raccordement en électricité qui a permis une électrification quasi totale du territoire national tout en répondant à la croissance de la demande en électricité par la mise en place d’une capacité de production adéquate.

Des efforts conséquents ont en effet été déployés par le secteur pour alimenter la population en électricité à travers la densification du réseau de transport et de distribution, qui est passé de 304 300 km à fin 2013 à 368 600 km à fin 2018, soit un réseau additionnel de plus de 64 300 km (accroissement annuel moyen de 3,9%) entre 2013 et 2018 couvrant pratiquement toutes les régions du pays. Ces efforts ont nécessité des investissements colossaux et moyens humains et matériels importants.

Tous ces efforts ont permis d’accroitre le taux de raccordement de la population à l’électricité de 97% en 2013 à 99% en 2019 dotant l’Algérie d’un potentiel en électricité à même de satisfaire d’une manière significative les besoins des populations et des activités économiques sur le territoire national.

Ainsi, et dans le domaine de la couverture en électricité, l’Algérie connait une quasi électrification de son territoire national avec un nombre d’abonnés au réseau électrique de 7,7 millions d’abonnés en 2013 et de 10 millions en 2019, avec une forte augmentation (+20%) de la consommation moyenne par client sur la période.

**Objectif 2 : Des citoyens bien instruits et une révolution des compétences appuyée par la science, la technologie et l’innovation.**

La constitution algérienne garantit un accès gratuit à tous les paliers de l’enseignement depuis la préscolaire jusqu’à l’université. De plus, elle rend obligatoire l’enseignement fondamental pour la tranche des jeunes entre 6 et 16 ans.

A ce titre, le taux de scolarisation au niveau du primaire est évalué en 2019 à 97,87%. Il est important de noter que comparativement à 2013 (99,34%), il semblerait que le taux de scolarisation ait légèrement fléchi en 2019, mais il convient de signaler que le taux de 2019 ne tient pas compte des élèves scolarisés au niveau des écoles privées de plus en plus nombreuses. L’inclusion de cette population d’élève va certainement faire tendre le taux de scolarisation vers 100%.

En outre, le taux de scolarisation dans le secondaire a substantiellement augmenté de 10,4% passant de 75,84% en 2013 à 84% en 2019.

Le nombre d’inscrits est passé de 7.725.856 en 2012-2013 à 9.211.640 en 2018-2019, soit un taux d’accroissement annuel moyen de 3,0% sur la période.

Il n’y a aucune forme de discrimination quant à l’accès à l’enseignement. Bien au contraire, l’Etat algérien prend en charge les catégories défavorisées puisqu’en sus de la gratuité des études, il accorde des aides et avantages comme les primes de scolarité, les cantines scolaires, le transport scolaire, le livre gratuit, …etc. Même les catégories particulières sont prises en charges puisque l’Etat algérien ouvre des classes spécialisées pour les handicapés avec un personnel spécialisé et un matériel pédagogique adapté.

Signalons, en outre, que la question de la qualité de l’enseignement est au cœur des priorités de l’Etat algérien. Le rythme d’accroissement des effectifs des enseignants de l’éducation nationale a augmenté de manière plus soutenue que le rythme d’accroissement des effectifs d’élèves, ce qui a certainement amélioré de manière significative la prise en charge pédagogique des élèves. Ainsi et à titre d’exemple, le taux d’encadrement dans le cycle primaire 27,5 élèves par enseignant en 2012-2013 à près de 23 élèves par enseignants en 2018-2019.

Notons, enfin, que la proportion des enseignants qualifiés est à son maximum soit 100%. Cela est compréhensible lorsqu’on connait les conditions d’accès au poste d’enseignant axées sur la qualification principalement le diplôme et la réussite au concours.

**Objectif 3 : Des citoyens en bonne santé et bien nourris**

De manière indéniable le système sanitaire algérien a connu des améliorations sensibles et significatives. Un ensemble cohérent et intégré de mesures a été à l’origine de ces avancées comme la gratuité de la médecine, le développement des infrastructures, la disponibilité d’un corps médical, …etc.

En dépit de la rareté des ressources, les subventions accordées aux hôpitaux ont augmenté passant de 308,4 milliards de DA en 2013 à 321,6 milliards de DA en 2018. Le nombre de médecins est passé 66.236 médecins toutes spécialités confondues en 2013 à plus de 80.000 médecins en 2018 ce qui a ramené le ratio « nombre de médecins pour 1000 habitants » de 1,73 en 2013 à 2 en 2018.

Il faut dire que l’amélioration de la santé maternelle et infantile conjuguée à celle des conditions de vie des ménages algériens a été à l’origine de l’augmentation de l’espérance de vie à la naissance. Comparée à 2013, l’espérance de vie à la naissance a eu un gain de 0,7 an en 2018 en passant de 77,0 ans à 77,7 ans respectivement. Pour les femmes, l’espérance de vie à la naissance est passée de 77,6 ans en 2013 à 78,4 ans en 2018 contre 76,5 ans et 77,1 respectivement pour les hommes.

En matière de mortalité maternelle, l’Algérie n’a ménagé aucun efforts pour réduire de manière significative le Taux de Mortalité Maternelle (TTM) et ce, à travers notamment la mise en œuvre du Plan National de Réduction Accélérée de la mortalité Maternelle sur la période 2015-2019 et le renforcement du programme national de périnatalité, adopté en 2005, pour la période 2016-2020.

Les résultats obtenus sont, à ce titre, très encourageants. Le TMM a été ramené de 65,9 décès pour 100.000 naissances vivantes en 2013 à 57,7 décès pour 100.000 naissances vivantes en 2016.

Quant à la mortalité des enfants de moins de cinq (05) ans, le taux a baissé de -7,3% en passant de 26,1 décès pour 1.000 naissances vivantes en 2013 à 57,7 décès maternels pour 1.000 naissances vivantes, en 2018.

Les différents programmes nationaux notamment de prévention développés en direction des enfants de moins de cinq (05) ans (programme élargi de vaccination, programme de promotion d’allaitement maternels, programme de lutte contre les carences en micronutriments,…) ont permis des gains importants. Le taux de Mortalité Infantile (TMI) a baissé passant de 22,4‰ en 2013 à 21‰ en 2018. Décliné selon le genre, de taux est en 2018 de 22,5‰ pour les garçons et seulement de 19,5‰ pour les filles.

En termes de morbidité, les résultats sont également significatifs grâce notamment à la poursuite de la consolidation des programmes nationaux de prévention. Ainsi :

* L’incidence de la tuberculose, toutes formes confondues, a baissé de 0,574 cas pour 1000 en 2013 à 0,536 cas pour 1000 en 2018;
* L’incidence du paludisme ne constitue plus un problème de santé majeur. Son incidence est passée de 0,0014 cas pour 1000 en 2013 et 0.001 cas pour 1000 en 2018 donnant lieu, de 22 mai 2019, à la certification de l’élimination du paludisme par l’OMS lors de sa 72ème Assemblée Générale ;
* Le nombre de nouvelles infections VIH (nombre de cas de SIDA maladie plus le nombre de cas HIV séropositif) pour 1.000 habitants diminue sensiblement passant de 0,0025 cas en 2013 à 0,00196 cas en 2018**.**

**Objectif 4 : Des économies transformées et création d’emplois**

**Croissance économique durable et inclusive**

 Le cadre budgétaire à moyen terme 2020-2022 reposent sur l’impératif retour à la soutenabilité budgétaire à moyen terme, en privilégiant la poursuite des efforts consentis, depuis 2015, pour la maitrise et la préservation des engagements de l’Etat, tout en veillant à maintenir la viabilité de trésorerie sur le court et le moyen terme.

Le cadrage macro-économique et budgétaire pour la période 2020-2022 intervient dans une conjoncture qui demeure confrontée à l’important défi d’une gestion optimale des ressources disponibles avec la persistance des tensions liées aux fluctuations des revenus tirés des exportations d’hydrocarbures.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2020 interviendra dans une période qui sera marquée par la mise en œuvre progressive de la loi n°18-15 du 02 septembre 2018 relative aux lois de finances, traduisant la réforme du dispositif législatif et réglementaire régissant le budget de l’Etat et les finances publiques de manière générale

La programmation budgétaire à moyen terme couvrant les prochaines périodes devra :

• Accorder la priorité au parachèvement des projets en cours de réalisation dans les délais fixés et aux coûts prévus.

• Programmer le financement de nouveaux projets d’investissement dans le respect des plafonds arrêtés par les pouvoirs publics, en veillant à ne retenir que ceux dont l’opportunité est avérée et qui répondent aux exigences d’efficacité et d’efficience.

• Déterminer le cheminement des crédits de paiement pour le financement des projets en cours de réalisation et des nouveaux programmes proposés pour les années 2020, 2021 et 2022.

• Mobiliser les moyens de réalisation en recourant, en priorité, dans le cadre de la commande publique, aux entreprises nationales et aux produits de fabrication locale.

L’Algérie a réalisé des investissements considérables dans beaucoup de domaines tels que les infrastructures de liaisons (développement du réseau de transport, des TIC, des réseaux électriques), la construction de logements, l’amélioration des capacités de production d’eau potable, le développement des infrastructures de santé et d’éducation. Ces investissements ont non seulement constitué un vecteur de création d’emplois et de croissance économique mais ont également permis une amélioration significative du bien-être de l’ensemble de la population.

L’économie reste, en effet, fortement concentrée sur les hydrocarbures et la croissance économique tributaire de l’évolution de l’activité dans ce secteur. Ce dernier représente 22,4% du PIB, 38% des recettes budgétaires de l’Etat et 95% des exportations en 2018.

La croissance du PIB s’est établie, en moyenne sur la période 2013-2019 (9 premier mois) 2019 à 2,4% par an. Hors hydrocarbures, cette croissance a été de 4,0% en moyenne annuelle.

**Fabrication Industriel et création de valeur ajoutée grâce à la STI**

Le Gouvernement s’attache également à favoriser l’amélioration du contenu en technologie de la production nationale en encourageant la recherche publique et en initiant l’activité d’innovation. A cet égard, différents dispositifs d’appui sont mis en place pour encourager le transfert, la maîtrise et la diffusion technologique. Ainsi, les équipements liés à la recherche-développement acquis sur le marché local ou importés, lors de la création, par ces entreprises, d’un département recherche/développement, sont exonérés de tout droit de douanes ou taxe d’effet équivalent et de toute autre imposition et de la franchise de TVA.

La promotion de l’initiative privée est un vecteur essentiel de croissance. C’est pourquoi, l’amélioration de l’environnement des entreprises et la facilité d’accès des PME aux facteurs de production, particulièrement au foncier industriel et au système financier, ont constitué une préoccupation centrale du Gouvernement. Celui-ci a décidé, dans ce contexte, d’une série de mesures parmi lesquelles

• l’aménagement de 50 nouveaux parcs industriels répartis sur tout le territoire national et la poursuite de la réhabilitation des zones industrielles ;

• la création d’un Fonds national d’investissement doté de l’équivalent de 2 milliards de dollars et en mesure de mobiliser plus de 20 milliards de dollars de crédit ainsi que la création, au niveau de chacune des 48 wilayas du pays, de Fonds d’investissement de wilaya pouvant intervenir comme capital risque ;

•la création par les banques publiques commerciales de filiales spécialisées dans l’investissement (sociétés de capital investissement et de leasing) ;

• la garantie des crédits octroyés aux entreprises par le Fonds de garantie des crédits aux PME et par la Caisse de garantie des crédits d’investissements pour les PME.

Le Gouvernement veille également à l’élargissement des débouchés des PME. La loi d’orientation sur le développement de la PME prévoit, au titre de la passation des marchés publics, de soumettre une proportion de ces marchés à une concurrence inter PME. Dans ce cadre, le Code des marchés publics réserve 20% des prestations au profit des micro-entreprises lorsque ces dernières sont en mesure de satisfaire les besoins des services contractants. A la fin 2018, plus de 11.100 marchés ont été octroyés aux micro-entreprises pour un montant de plus de 33,46 milliards DA.

Cet appui au développement de la PME s’accompagne d’un renforcement du réseau d’agences bancaires dans le cadre d’un approfondissement du système financier. Des avancées ont également été enregistrées en matière de densification du réseau postal. Ainsi, le nombre de compte CCP au niveau du réseau postal est passé de 17,1 millions en 2013 à 21,4 millions en 2018. On a également assisté à une généralisation progressive des moyens de paiement modernes avec la mise en place de plus de 1.400 guichets automatiques bancaires (GAB) en 2018 contre seulement 694 GAB en 2013.

En harmonie avec l’intensification du rythme de formation et de recherche universitaire, il y a eu la création, sur la période 2011-2018, de 523.500 micro-entreprises qui ont généré 1.208.000 emplois durables et une baisse significative du taux de chômage qui est passé de 30% en 2000 à une moyenne de 10% durant la dernière décennie. Les secteurs de l’agriculture, des TIC et de l’industrie représentent près de 60% du financement global pour l’année 2018.

Tous ces efforts consentis par l’Etat visent l’amélioration et l’augmentation de la Valeur Ajoutée des industries manufacturières. Ainsi, les secteurs de l’industrie manufacturière, l’industrie diverses, le bois et liège, le cuire et chaussures ont réalisé des performances de croissance notable passant, respectivement, de -7,8%; 3,6% et -0,5% en 2013 à 2,8% ; 6,5% et 5,9% en 2018.

Ainsi, la part de la valeur ajoutée de l’industrie manufacturière dans le PIB est passée de 4,2% en 2013 à 4,8% en 2018. Durant la période 2013-2019 (9 mois) le secteur industriel a soutenu la croissance avec une performance moyenne de 4,3%. Cette politique de stratégie de base a permis aux secteurs manufacturiers et du tourisme d’augmenter leur niveau de performance respectivement à 48% et 117% par rapport aux objectifs escomptés.

**Diversification et résilience de l’économie**

Une nette progression est constatée dans la part des dépenses de recherche et développement réalisant un niveau de performance de 63% par apport à l’objectif recherché. Un élan obtenu grâce la politique de promotion de la recherche scientifique et le développement scientifique.

D'une université et deux écoles à Alger en 1962, l’Algérie est passée à un réseau universitaire de 106 établissements en 2019 avec respectivement 2.375 étudiants en 1962 et 1.531.920 étudiants aujourd'hui (2019). Le secteur de l'enseignement supérieur algérien grâce aux efforts de l'Etat a connu au cours de ces dernières années une pleine expansion aussi bien en terme de développèrent de nouvelles infrastructures, qu'en terme d'augmentation de l'encadrement et des effectifs estudiantins à travers une stratégie de développement portée par 04 programmes quinquennaux, qui ont permis au secteur de l'enseignement supérieur de bénéficier de moyens considérables et sans précèdent à la faveur desquels :

* Les effectifs des étudiants ont connu un accroissement très important entre 2013 et 2019, passant de 1.190.196 étudiants en 2013/2014 dont 59,10% de sexe féminin à 1.531.920 étudiants en 2018/2019 dont 61.91 % de sexe féminin.
* Les effectifs des personnels enseignants ont connu également un accroissement considérable entre 2013 et 2019, passant de 51.299 enseignants en 2013/2014 à 60.832 enseignants en 2018/2019 avec un taux d'encadrement d’un (01) enseignant pour 25 étudiants.

Concernant le réseau universitaire algérien, il est constitué de 106 établissements universitaires dont (50 universités, 13 centres universitaires et 43 écoles supérieures) en 2018/2019.

Ce maillage est conforté par un réseau de 15 facultés en sciences médicales, dont 12 sont reparties de façon pondérée dans toute la région du nord, et 03 dans le sud Algérien accueillant 72.000 étudiants, avec l’ambition d’ouvrir à l’avenir de nouvelles facultés dans la région sud du pays.

Quant aux effectifs des post graduant, ils ont connu un accroissement appréciable entre 2013 et 2019, passant de 70.696 post graduant inscrits dont 36.430 filles (51,53%) en 2013/2014 à 80.173 post graduant inscrits dont 43.189 filles (53,87%) en 2018/2019. Le nombre de diplômés de cycle de graduation est passé de 288.602 en 2013/2014 à 362.983 avec une moyenne de diplômés de 64% de sexe féminin.

En termes de potentiel scientifique, les entités de recherche comptent plus de 54.000 chercheurs dans les établissements d'enseignement et de formation supérieurs (laboratoires) et près de 3.000 chercheurs permanents (dans les centres du Ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique et hors de ce Ministère).

Sur la base de ces données et pour une population de quelques 43 millions, le nombre de chercheurs par million d'habitants est de 492. II faut noter que ce taux ne se situait qu'à 105 en 2007.

Des efforts sont menés afin d'atteindre la masse critique qui réponde à la norme universelle de 1080 chercheurs par million d’habitants.

En termes d'entités de recherche, l’Algérie est dotée de plus de 1.529 laboratoires de recherche et pas moins de 1.024 infrastructures de recherche ont été réalisées dont 19 centres de recherche du Ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique et 10 hors de ce Ministère, des plateformes technologiques, des stations expérimentales et des centres de calcul intensif.

Quant aux équipements lourds, l’inventaire indique 15 classes d'objets répertoriant un total de 849 machines et systèmes. Pour accompagner les porteurs de projets innovants, douze incubateurs sont en cours d’homologation dans les universités. Les Centres d'innovation et de transfert de technologie (CITI) apportent

Les compléments indispensables à cet écosystème qui est renforcé par 25 Faublas permettant de mettre en place et de développer la synergie entre la Recherche et l'industrie.

**Hospitalité/Tourisme**

Le secteur du Tourisme a contribué à hauteur de 1,7% du PIB dans l’économie nationale en 2018, contre 1,11%du PIB en 2013.

En termes d’emploi, il est estimé à plus de 320.000 travailleurs en augmentation de 4% par an sur la période 2010-2016. En 2017, près de 764 projets touristiques étaient en cours de réalisation avec un effectif prévu de près de 45.000 employés. Quatre-vingt 80 établissements hôteliers ont été mis en exploitation durant l’année 2018 soit 6.900 nouveaux lits et la création 1.100 emplois.

Ce secteur a également enregistré près de 11.973 emplois nouveaux dans le domaine de l’hôtellerie et des voyages en 2019.

Concernant l’Artisanat, selon les statistiques du Ministère du Tourisme, le secteur de l’artisanat recouvre actuellement 339 activités génératrices de 980.000 emplois réels.

 L'Algérie a obtenu un siège au Bureau exécutif de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) aux côtés de six (06) pays africains pour un mandat de quatre (04) ans et un poste au Comité de tourisme et de durabilité lors des travaux de cette 23ème session tenue à Saint Pétersbourg en septembre 2019.

Le choix de l’Algérie à ce poste "consacre son rôle majeur en Afrique et traduit la profondeur et la solidité de ses relations avec les Etats arabes et africains». L’accession de l’Algérie au Conseil Exécutif de l’OMT était une consécration politique d’envergure de notre pays à l’échelle internationale.

Ainsi, elle aura à contribuer en concertation avec les pays africains siégeant au sein du Conseil Exécutif aux efforts entrepris pour défendre les intérêts du continent africain au sein de l’OMT, à promouvoir les potentialités touristiques du Continent Africain et mettre à profit toutes les opportunités de coopération, autour de projets de développement fondés sur le partage des savoirs et l’expertise des Entreprises et Institutions Spécialisées.

Malgré les grands efforts fournis par l’Etat Algérien à travers le vaste programme de diversification, de promotion et de facilitation, l’économie algérienne réalise des contreperformances de croissance économique. Une conjoncture liée, essentiellement, à la forte dépendance structurelle, de la quasi-totalité des ressources financières, en provenances du produit des exportations des hydrocarbures, qui demeure, une variable exogène très volatile, imprévisible et contraignante, dépendant du comportement des marchés des produits d’hydrocarbures (pétrole brut et gaz naturel).

**Objectif 5 : Une agriculture moderne pour une production et une productivité renforcées**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole nationale, l'Algérie, inscrite dans le processus de l'Agenda 2063 "*L’Afrique Que Nous Voulons*" et des Objectifs du Développement Durable, veille à la promotion d'une politique de développement durable, soucieuse de l'environnement, à même de répondre aux attentes nationale, régionale et continentale.

La contribution du secteur de l'agriculture dans le produit Intérieur Brut (PIB) a été de plus de 12 % en 2019, contre 9,9 %  en 2013.

Le taux de croissance moyen de l’Agriculture "2013-2019" est de 3,7% (il est de 36,20 % en comparant l'année 2013 à l'année 2019).

La valeur de la production a atteint 3.481,7 milliards de DA en 2019 (29,1 milliards $US), contre 2.555,5 milliards de DA en 2013. Elle résulte de l'ensemble des grandes zones agro-écologiques du pays et, en 2019, se déclinait comme suit: 39 % du littoral et des plaines; 22,6 % des hautes plaines; 21,6 % du Sud et 16,8 % des montagnes.

Le potentiel agricole foncier (surface agricole totale) est de 44 millions d'hectares. Ce dernier est réparti entre  8,5 millions d'hectares de superficie agricole utilisée dont 1,35 million irrigués, et plus de 32 millions d’hectares de parcours steppiques, dont 3 millions de nappes alfatières et environ 4 millions de couvert forestier.

Le secteur agricole, emploie prés de 20 % de la population active et est considéré comme le levier de l’emploi dans le monde agricole et rural, et un des principaux secteurs qui contribue au renforcement de la sécurité alimentaire.

En 2019, la part du budget du secteur agricole a représenté 8 % de la valeur de la production agricole globale et 5 % du budget global de l’Etat. Le secteur a bénéficié, d’une dotation budgétaire de 265,067 Milliards DA, répartie entre le budget d’équipement (1%), le budget de fonctionnement (90%) et les Fonds d’Etat -comptes d’affectation spéciale- (9%).

Les axes prioritaires sont orientés vers la consolidation de notre sécurité alimentaire à travers, notamment, i) la valorisation et l'utilisation optimale des terres agricoles, ii) l'extension des superficies irriguées et l'économie de l'eau, iii) l'amélioration de l'offre agricole, iv) la valorisation des productions agricoles par la modernisation et l'extension des capacités de conservation et de transformation, et v) le renforcement des dispositifs de régulation

Dans le domaine forestier les axes cibles sont, i) la promotion des investissements et du partenariat pour l'exploitation et la valorisation des produits forestiers, ii) le développement de l'agroforesterie et iii) la promotion et l'encouragement du tourisme.

L'atteinte des objectifs assignés, impliquent des actions transversales, notamment en matière d’encadrement technique et scientifique, et ce à travers le renforcement de la veille sanitaire vétérinaire et phytosanitaire et des programmes de lutte et de prophylaxie contre les maladies prioritaires existantes ou menaçantes; la formation, la recherche, et la vulgarisation; le système d’information et de suivi- évaluation, l’adaptation continue des financements, de la législation et de la réglementation, la mobilisation et l'orientation de la coopération internationale autour des priorités de la politique nationale et continentale.

Dans ce cadre, nous enregistrons des améliorations et des progressions annuelles continues depuis 2013 avec:

* La sécurisation des exploitants vis-à-vis de leurs terres, à travers deux dispositifs, la concession et l'accès à la propriété foncière. Le premier enregistre un taux d’avancement de 97,9 % et le second de 96,46 %, et la protection des acteurs, avec l'intégration des agriculteurs au système de la sécurité sociale;

A ce titre, l'on note un regain d’intérêt des femmes et des jeunes pour le secteur agricole. Actuellement, l’on recense environ 60.000 agricultrices détentrices de cartes professionnelles et bénéficiaires d’actes de concession ou de propriétés de terres agricoles, contre 46.290 en 2013 soit un taux d'évolution de 30 % entre 2013 et 2019, et de plus en plus de jeunes, reprenant les activités de leurs parents ou lancés dans des start up dédiées à relever des défis dans le secteur agricole au sens large.

* Pour les productions végétales et animales, les taux d'évolution comparatifs 2013/2019 se situent, pour les céréales, le maraichage, les viandes rouges, les œufs et le miel entre 10 et 20%, pour les agrumes, les dattes et les viandes blanches, entre 30 et 40%, les légumes secs à plus de 40 %, la tomate industrielle et l'oléiculture, quant à eux dépassent les 50 %. Sur la période totale "2013-2019", le taux d'évolution moyen (sur les 7 années), se situe autour de 10 à 11 % pour la tomate industrielle et les olives, entre 5 et 10 % pour les viandes blanches, le miel, les légumes secs, jusqu'à environ 5% pour les dattes, agrumes, oignons, maraichage et fourrages, prés de 3 % pour la laine, les œufs, la viande rouge, le tabac, et enfin à prés de 2% pour le lait, fruits à noyaux-pépins, pommes de terre et céréales
* Dans le domaine forestier national et sur le plan de l’accès au foncier forestier, le dispositif d’autorisation d’usage mis en place a permis, à fin 2018, la mise en valeur de 9.726 hectares au profit de 3.398 bénéficiaires. L'exploitation du bois enregistre 186.295 m3 en 2018, contre 112.354 m3 en 2013, soit un taux d'évolution de 66%, et la récolte du liège, 89.309 quintaux en 2019 contre 71.240 quintaux en 2013, soit un taux d'évolution de 25 %.
* Dans le cadre de la valorisation des produits agricoles, la mise en place d’un dispositif portant sur la promotion et la protection de la production nationale par une indication géographique et des appellations d'origines. A ce jour, trois produits ont déjà fait l’objet de labellisation (la datte deglet nour de Tolga – Biskra, la figue sèche de Beni Maouche – Béjaia et le fromage de Bouhaza – Oum El Bouaghi) et une vingtaine d'autres produits de terroirs ont été identifiés sur les 60 inventoriés en vue d’être labélisés;
* Pour l’irrigation, le dispositif mis en place a permis l’irrigation de 263.557 hectares (irrigation d’appoint pour 118.113 hectares et irrigation totale 145.444 hectares), ce qui représente 43 % de l’objectif fixé;
* Le renforcement des capacités de stockage et de régulation, notamment la réalisation de silos pour le stockage des céréales, la remise en état des entrepôts frigorifiques publics à l'arrêt et la réhabilitation d'un abattoir public, la réalisation de nouvelles structures de stockage et de trois complexes d’abattage publics;
* L'amélioration du statut sanitaire national en matière de Fièvre aphteuse et de clavelée; de la couverture phytosanitaire, de la qualité et la quantité des intrants agricoles mis à la disposition des agriculteurs et des superficies traitées contre les différents ravageurs des cultures passant de 1.405.489 ha en 2013 à 1.806.933 ha en 2019 ;
* Sur le plan de l’accès au savoir et de l’accompagnement des acteurs, de 2013 au premier semestre 2019, 292.860 personnes ont été formées, dont 238.732 agriculteurs, éleveurs, et jeunes porteurs de projets et 54.128 cadres;
* La mise en place, de 2013 à 2019, de projets de recherche et de développement dans des thématiques telles que la sélection des céréales, l’élevage bovin, ovins, l’identification de races locales de chèvre, le développement rural, la lutte contre la désertification, la sylviculture, les changements climatiques et leurs effets sur la production, les biotechnologies végétales, notamment dans l’amélioration génétique; et la participation à 80 projets de recherche & développement et de renforcement de capacités, entrant dans le cadre de la coopération multilatérale et bilatérale.
* La création de six (06) unités de recherche auprès de 5 institutions d’appui scientifique et technique (Institut National de Protection des Végétaux; Institut Technique des Grandes Culture « ITGC »; Institut National de Vulgarisation Agricole « INVA », Institut technique de l’Arboriculture Fruitière et de la Vigne « ITAFV »; Institut Technique des Cultures Maraichères et Industrielles « ITCMI »). D'autres sont prévues au cours du 1er semestre 2020 au sein d'autres institutions d’appui technique et d'établissements publics à caractère économique, sous tutelle du ministère;
* Soutien aux projets innovants et mise en place, d’un mécanisme opérationnel permettant l'identification, l'orientation et l'accompagnement des startups et leur parrainage dans les domaines pertinents;
* Le lancement d'opérations de numérisation du secteur et le développement d'applications adaptées au monde agricole et forestier, ainsi qu'un système d’information vétérinaire et d’identification pérenne des animaux

**Objectif 6 : Economie bleue/des océans pour une croissance économique accélérée**

Les actions se focalisent sur i) l'exploitation optimale des ressources halieutiques en encourageant les investissements, ii) l'identification des zones d'activités aquacoles prioritaires et iii) le développement d'activités de conditionnement et de transformation.

A ce titre l'on enregistre plus de vingt trois (23) zones d’activités aquacoles affectées et occupées par des projets de développement durable de l’aquaculture, dans le cadre de l'exploitation optimale des sites aquacoles; 30 projets d’aquaculture marine en exploitation, dont 13 projets en pisciculture marine, 20 projets en conchyliculture et 32 projets d’aquaculture d’eau douce en exploitation, dans le cadre de l'encouragement de la réalisation de projets de production de petite et moyenne dimensions à haute valeur marchande et onze (11) unités de transformation des produits halieutiques opérationnelles, dans le cadre du développement de l’industrie de la pêche et de l’aquaculture.

Les taux d'évolution pour les produits de la pêche et de l'aquaculture se situent, entre 2015 (année d'intégration de la pêche et de l'aquaculture au secteur) et 2018 à plus de 200 % pour la production aquacole, la production aquacole continentale et la pêche hauturière (thon rouge ICCAT), à prés de 400 % pour la production de la pisciculture marine et de la conchyliculture et de 14 % pour la production halieutique.

Par ailleurs, les programmes de développement initiés impliquent également une exploitation raisonnée des espaces maritimes, la promotion d'une pêche artisanale responsable, d’une aquaculture durable, et la sécurisation des pécheurs (mise en place d’une police d’assurance pour l’activité aquacole, l'adaptation du régime de retraite des marins pêcheurs, la mise en place de Centres de santé au niveau des enceintes portuaires et la prise en charge de l’assurance des marins pêcheurs pendant l’arrêt biologique).

Les actions menées ont porté, notamment sur la surveillance des espèces toxiques introduites et leurs impacts sur la biodiversité, la prévention et le contrôle des espèces envahissantes, la réalisation d’un état des lieux sur les espèces marines non indigènes et l’élaboration d’un protocole de leur surveillance.

L'on enregistre également, la mise en place de trois (03) aires marines protégées, qui sont classées, pour la préservation et la restauration de la production des ressources biologiques marines de la frange côtière Algérienne, à savoir iles Habibas, l’ile plane  et Cap lindles. La surface des aires marines protégées, est estimée actuellement à 63.500 hectares.

**Objectif 7 : des économies et des collectivités durables sur le plan environnemental et soucieuse du climat**

Les axes prioritaires portent sur l'exploitation rationnelle de nos ressources naturelles, la gestion responsable et durable des espaces agricoles et forestiers, y compris dans le monde rural, les zones de montagne, les parcours steppiques, présahariens et sahariens, ainsi que la protection des patrimoines.

Il y a lieu de noter que l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et leur préservation au profit des générations futures, la protection des terres agricoles et la protection du domaine public hydraulique, sont consacrées par la Constitution.

A cet effet, il est question d'une part, de la prise en charge des contraintes majeures (érosion hydrique, augmentation de la salinité du sol et son appauvrissement, lutte contre les feux de forêts) et d'autre part, l'exploitation des potentialités disponibles, à travers notamment la promotion d’une agriculture biologique, la préservation et la revalorisation de la biodiversité locale, l'exploitation raisonnée des ressources végétales et animales, l'encouragement des économies territoriales, la lutte contre la désertification, la gestion rationnelle des ressources en eaux, le reboisement et la plantation d’espèces nouvelles répondant à la contrainte des changements climatiques, la réhabilitation et la consolidation du barrage vert, la valorisation des produits du terroir et des activités connexes et la promotion des savoirs et savoir-faire traditionnels.

C'est à ce titre, que l'on enregistre:

* la mise en défens de plus de 3,2 millions d’hectares dans le cadre du programme de la réhabilitation et de restauration des parcours steppiques;
* L'extension des superficies irriguées avec une utilisation rationnelle de l’eau, le développement des systèmes d’irrigation économiseurs, la reconversion des systèmes gravitaires existants en systèmes économiseurs d’eau et l'utilisation des eaux non conventionnelles. La superficie irriguée est passé de 1.119.258 hectares en 2013 à 1.425.986 hectares en 2019, l’aspersion et leu goutte-à-goutte sur **757.494** hectares, soit plus de 57 % de la superficie irriguée totale, et l’exploitation des eaux usées purifiées avec l’irrigation en 2019 de 12.500 hectares à partir des STEP et lagunes en exploitation.

La superficie équipée en systèmes économiseurs d’eau, est passée de 518.504 hectares en 2013 à 887.599 hectares à fin 2019 soit 63% de la superficie irriguée;

* A fin 2018, on enregistre la réalisation d’un linéaire cumulé de 7.374 km en électrification agricole pour le raccordement des points d’eau et infrastructures des exploitations agricoles, l'équipement en systèmes de pompage (solaires, éoliens et Groupe Moto Pompes) de 507 points d’eau (forages et puits) au niveau des 10 wilayas, la réalisation de 17.099 mètres linéaires et de 846 unités de points d'eau (forages, puits agricoles) destinés à l'irrigation dans les zones agricoles et à l’abreuvement du cheptel dans 11 wilayas, la réalisation et la réhabilitation d’un linéaire de 565 km en réseaux de drainage pour la préservation des sols contre la salinité dans 03 wilayas du sud;
* La réalisation et l'aménagement, à fin 2018, de 1.262 km de pistes agricoles pour le désenclavement et l’accession dans les zones de mise en valeur dans 08 wilayas et de plus de 7.300 km de piste de désenclavement rural;
* La plantation dans le cadre du Plan national de reboisement sur 810.000 hectares et la fixation de 4.100 hectares de dunes menaçantes au niveau de l’aire du barrage vert, ainsi qu'une intervention sur les nappes alfatières et les parcours qui a combiné des plantations pastorales sur près de 14.900 hectares et une mise en défens sur 72.000 hectares ;
* Le traitement de 66 bassins versants en amont d’ouvrages hydrauliques sur un objectif de 107 par la réalisation de travaux de défense et restauration des sols (correction torrentielle, fixation de berges, cordons de pierres et murettes) et la plantation de 89.000 hectares, avec un taux d’avancement de 84% en 2018;
* La mise en valeur de plus de 2.600 hectares complétés par des travaux de conservation des eaux et des sols par la réalisation d’environ 1,2 million de m3 de correction torrentielle ainsi que 1.200 hectares de fixation de berges ;
* La concrétisation de 11.943 projets de proximité de développement rural intégrés (PPDRI), comprenant des actions intersectorielles et intégrées, qui ont concernés plus d’un million de ménages ruraux, toutes catégories et sans distinction entre hommes et femmes, à travers plus de 10.400 localités situées dans 1.400 communes. Un taux de réalisation de 98% de l’objectif arrêté à l'horizon 2014 et où la plantation fruitière rustique et les unités d'élevage familial, ont dominés la partie agricole;
* L’intégration des énergies renouvelables dans le développement agricole durable et notamment l’octroi de 5000 kits d’énergie renouvelable dans l’objectif de réduire la pression sur les ressources naturelles, notamment le bois de chauffage;
* La mise en œuvre de programmes d’expérimentation relatifs au développement de l’agriculture biologique appliquée et le soutien à l’organisation et à la création de pôle agro-alimentaire; ainsi que la mise en valeur des ressources biologiques locales en coopération avec la population rurale, notamment l’implication de la femme rurale, pour trois filières (apiculture, huile de lentisque et plantes aromatiques et médicinales), avec la création de 5 coopératives dans deux wilayas pilotes (Annaba et El Tarf);
* La réhabilitation de quatre espèces animales menacées de disparition sur les 23 répertoriées (cerf de Berbérie, mouflon à manchettes, gazelle de cuvier et outarde Houbara), la mise en place de trois plans d’actions urgentes pour la conservation du singe magot, le guépard et la gazelle de Cuvier et le renforcement de la lutte contre le braconnage des animaux sauvages;
* Le renforcement du réseau des aires protégées du domaine forrestier, à travers la création du 9e Parc National, celui de "Babor-Tababort" (Wilayas de Sétif, Bejaia et Jijel), s'étalant sur une superficie de 23.656 hectares, ainsi que la 1ére Réserve Naturelle de Cap Lindles (Wilaya d’Oran) qui comprend une partie terrestre et une partie marine, comptant au total 5.915 hectares.

Ainsi, le classement en aires protégées opéré totalise 194.932 hectares en 2019, contre 165.361 hectares en 2013.

La politique nationale de l’Aménagement et du développement durable, en Algérie, est encadré par les lois, 01-20 et 10-02 respectivement du 12 décembre 2001 et du 29 juin 2010.

Le développement et l’aménagement durable du territoire est un instrument de l’unité nationale, qui intègre, outre les objectifs de développement économique, social et culturel, les impératifs de souveraineté nationale et de défense du territoire

Le Schéma National d’Aménagement du Territoire / SNAT constitue l’instrument stratégique de planification spatiale, dont la mise en œuvre permettra de corriger les déséquilibres et les disparités entre les territoires. Vingt (20) Programmes d’Action Territoriales (PAT) déclinent les quatre lignes directrices. Pour chacun de ses PAT sont développés des objectifs, une stratégie et un programme d’action Stratégie et Plan d’Actions nationaux pour la biodiversité (SPANB) 2016-2030 :

En parallèle à ce schéma national d’aménagement du territoire, une stratégie et un Plan d’action nationaux pour la biodiversité (SPANB) 2016-2030 de l’Algérie a été mise à jour et adaptée à l’évolution des différents contextes en 2016.

Cette Stratégie et Plan d’action nationaux pour la biodiversité 2016-2030, adoptée par le Conseil du gouvernement le 28 mars 2018, considère notamment de manière plus consolidée et étroite les orientations du Schéma National pour l’Aménagement du Territoire (SNAT). Cette stratégie s’inscrit dans la vision de « la biodiversité pour le développement économique et social durable et l’adaptation aux changements climatiques ». A ce titre, ses objectifs ambitionnent de contribuer efficacement à la création de revenus et d’emplois pérennes pour une croissance verte inclusive. Dans cette optique, la SPANB 2016-2030 met l’accent sur la conservation, l’utilisation durable, la restauration et la valorisation de la biodiversité au profit des générations présentes et futures. Cette vision a pour but la pérennisation du capital naturel algérien exceptionnel qui peut être durablement mis au service des besoins socioéconomiques du pays et du bien-être de ses citoyens.

Le plan d’action de la SPANB à l’horizon 2030 permettra de renforcer la protection, de promouvoir la valorisation et l’utilisation durable et de consacrer la restauration de la biodiversité. Ces objectifs seront réalisés par l’adaptation du cadre de planification pour freiner le processus de dégradation des milieux naturels et d'érosion de la biodiversité par des actions engagées et coordonnées et dans une seconde phase de restaurer les habitats et les processus dégradés.

Le cadre stratégique de cette SPANB comprend 4 orientations stratégiques, qui regroupent 21 objectifs nationaux. Ces objectifs nationaux sont à leur tour déclinés en 113 actions à entreprendre à l'échelle nationale. Les 21 objectifs nationaux de la SPANB contribuent à atteindre les Objectifs d’Aichi pour la biodiversité et également les Objectifs de développement durable à l’horizon 2030.

Ce schéma mis en œuvre par l’Algérie et exécuter durant la période 2013-2019 a permis la préservation d’un pourcentage des terres agricoles placées sous gestion durable à un niveau maximal de 100% et faisant passé le pourcentage des zones terrestres et d’eaux intérieures préservées d’un niveau de 37% en 2013 à 45,35% en 2019 réalisant ainsi des niveaux de performance de l’indice et du domaine de priorité dépassant les 200%.

**ASPIRATION 2 : UN CONTINENT INTEGRE, POLITIQUEMENT UNI, FONDE SUR LES IDEAUX DU PANAFRICANISME ET DE LA VISION DE LA RENAISSANCE DE L’AFRIQUE**

**Objectif 8 : Une Afrique unies clés (Fédération ou confédérée)**

**Intégration politique et économique**

L’Algérie a poursuivi sa démarche d’intégration régionale en ratifiant l’Accord commercial préférentiel avec la Tunisie qui est entré en vigueur en mars 2014. Soucieuse de développer le partenariat intra-africain dans le cadre de la coopération Sud-Sud, l’Algérie a également signé en 2018 l’Accord établissant la zone de libre-échange continentale africaine afin d’impulser la réduction des barrières commerciales entre pays africains et de promouvoir l’intégration des entreprises africaines dans les chaînes de valeur du continent.

A fin octobre 2019, les exportations de l’Algérie vers l’Afrique représentaient 6,25% de l’ensemble des exportations contre 5,1% en 2013 soit un indice de performance de 19%. La structure des exportations indique une nette dominance de la destination Maghreb arabe, avec plus de 80% des exportations. Le volume des échanges avec les pays Africains à enregistré une augmentation de près de 4,02% durant les neufs premiers mois de 2019 par rapport aux neuf mois de 2018, en passant de 2,55 milliards USD à 2,66 milliards USD. La mise en œuvre de l’accord de l’établissement de la zone de libre échange continentale Africaine durant les prochaines années, ainsi que le parachèvement de la route transsaharienne (Algérie, Tunisie, Niger, Mali, Nigéria et Tchad) dont le taux de réalisation du côté Algérien avoisine les 100% depuis, ne manqueront pas de booster le niveau des échanges entre les pays africains.

**Objectif 9 : Création et mise en œuvre d’institutions financières et monétaires continentales**

**Existence d’une zone de libre-échange continentale ratifiée par l’ensemble des états membres**

S’inspirant de son attachement indéfectible au panafricanisme et aux principes d’unité et de solidarité africaine, l'Algérie s’est activement engagée dans le processus d’intégration continentale, à sa tête le projet ambitieux et phare de l’Agenda 2063 de l’UA relatif à la mise en place d’une Zone de Libre échange Continentale Africaine (ZLECAF).

Partant de sa conviction que cette zone marquera une étape cruciale et un pas gigantesque sur le chemin de la renaissance africaine, l’Algérie a participé à tous les rounds du processus de négociations ayant aboutis à la signature de l’Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine à Kigali (Rwanda) en mars 2018.

L’entrée en vigueur de cet Accord de libre échange permettra, sans aucun doute, à l’Afrique d’accélérer son industrialisation, d’intensifier les échanges interafricains, et d’assurer une croissance inclusive, à même de concrétiser nos objectifs communs de développement, de prospérité et de bien-être collectif.

C’est dans cet esprit qu’un intérêt particulier a été accordé à l’implication du secteur privé dans ce processus d’intégration, tout en associant les jeunes et les femmes dans l’objectif ultime d’élargir davantage l’accès aux opportunités économiques offerts par la ZLECAf, en faveur de l’emploi et de la diversification économique.

Une conférence nationale sur les enjeux de l’adhésion de l’Algérie à la ZLECAF a eu lieu le à Alger, le 06 octobre 2019, en présence de plusieurs ministres africains et des représentants d’institutions africaines, ainsi que des experts, des universitaires et des acteurs économiques de différents pays. Cette Conférence s’est inscrite dans la confirmation du rôle vital que joue l’Algérie dans la consolidation de l’intégration économique du continent africain.

L’Algérie participera à la phase II des négociations de la ZLECAf qui porteront sur les droits de propriétés intellectuelles, l’investissement et la politique de concurrence, en vue de parachever le processus d’intégration africaine, dans l’esprit du Traité d’Abuja de 1991.

**Objectif 10 : Des infrastructures de classe mondiale dans toute l’Afrique**

La longueur du réseau routier national s’élève ainsi à environ 128.502 kms, et compte 1.206 kms d’autoroute Est-Ouest et 4.200 kms de route express permettant de répondre aux besoins de mobilité des personnes et de faciliter le désenclavement des régions éloignées du pays. Le réseau Algérien est arrivé à un niveau qui facilitera la réalisation des tronçons manquant de l’autoroute transsaharienne. Cette route qui traverse six pays : l’Algérie, la Tunisie, le Niger, le Mali, le Nigeria et le Tchad, sur un linéaire de 9.500 kms, dont 3.400 kms sont situés en Algérie, est aujourd’hui totalement achevée traduisant ainsi la volonté de l’Algérie de vouloir participer efficacement à l’édification d’une solide infrastructure de classe mondiale en Afrique

Le territoire national est doté de 36 aéroports ouverts à la circulation aérienne publique, dont 20 aérodromes internationaux et 16 aérodromes nationaux.

Dans le transport ferroviaire, le Gouvernement continuera d’investir pour augmenter l’efficacité du système en place, en termes de fréquence, de durée des déplacements, de confort et de sureté.

**Nombre de mégawat ajoutés au réseau national**

En Algérie, l’énergie électrique est produite à 98% à partir du gaz naturel, ressource primaire propre comparativement aux autres ressources fossiles. Les réalisations opérées depuis plusieurs décennies ont permis de répondre de manière significative à l’évolution des besoins en énergie électrique des populations et des activités à travers le territoire national.

Ainsi, la capacité installée de l’énergie électrique, tous réseaux confondus, a fortement augmenté pour atteindre à fin 2019 près de 21.600 MW, contre 15.097 MW à fin 2013, soit une capacité additionnelle de 6.500 MW sur la période. Elle était à seulement 5.900 MW en 2000 réalisant un niveau de performance de 24%.

Le développement de ces différentes capacités à travers les technologies innovantes a induit une forte augmentation de la production nationale d’électricité, qui est passée de 59 TWh en 2013 à près de 77 TWh à fin 2018 (TCAM 5,2%), permettant une satisfaction de la demande énergétique nationale, notamment en période de forte demande en été.

Dans le cadre de sa stratégie de développement, en général, et de sa politique d’édification d’une société de l’information inclusive, en particulier, l’Algérie œuvre à généraliser l’accès aux technologies de l’information et de télécommunication (TIC) et à l’Internet, ainsi que leur utilisation, partout et pour tous, afin de réduire la fracture numérique et de faire des TIC un levier de croissance et de productivité, générant de la valeur ajoutée pour l’économie de la société.

A cet effet, le Gouvernement s’est engagé dans un programme ambitieux de renforcement et de sécurisation des réseaux dorsal en fibre optique (backbone), d’une part, et de diversification et de développement des réseaux d’accès, d’autre part ce programme a permis de doter l’Algérie d’infrastructures de télécommunication /TIC, terrestre et spatial, résilientes et pérenne.

A ce titre, il convient de noter que les principales réalisations dans ce domaine sont :

Un réseau de transport de fibre optique (backbone) le plus important de la région, dans la longueur dépasse 172.000km exploité, comprenne la partie algérienne de la liaison Alger (Algérie-Zinder(Niger) – Abuja (Nigeria) initiée dans le cadre du NEPAD et réalisée suivant deux itinéraires design afin d’assurer la continuité du service. Par ailleurs, le backbone national est sécurisé grâce à sa connexion à un système de câble sous-marin à fibre otique, en moyen de liaison réalisé par l’Algérie dont les plus récents sont :

-Liaison ALVAL reliant Alger (Algérie) à valence et renforçant les liaisons ALPAL 1 et ALPAL 2 reliant Alger(Algérie) à Palma (Espagne) ;

-Liaison ORVAL reliant Oran (Algérie) à Valence (Espagne) ;

-Le câble MEDEX renforçant et sécurisant le câble SMW4 reliant Annaba (Algérie) à Marseille (France).

-Un réseau de téléphonie mobile de technologie 3G, déployé sur l’ensemble du territoire national dès 2014, et renforcer par un réseau de technologie 4G en cours de déploiement depuis 2016.

-Un Satellite de communication ALCOMSAT 1 lancé par l’Algérie en 2017 et qui permettra :

* De connecter au réseau Internet, l’ensemble du territoire national, y compris les zones enclavées difficiles à connecter aux réseaux terrestres. Le rayon de couverture de ce Satellite s’étend également à un certains pays africains ;
* D’offrir aux usagers une multitude de solutions et de service par satellite (VISAT, IP Phone, Visioconférence et géo localisation, notamment) ;
* D’assurer la continuité du service en cas de disfonctionnement du réseau terrestre.

 Ces infrastructures ont permis à la bande passante internationale de l’Internet d’atteindre 1 050 000 Mbit/s, hissant l’Algérie au rang des pays les plus avancés dans la région, dans le domaine du haut et du très haut débit.

Dans le domaine postal l’Algérie a développé un réseau physique dense dépassant les 4000 bureaux de poste réparti à travers tous le territoire national et connecté à une plateforme électronique de service financier et monétique moderne et sécurisée.

**ASPIRATION 3 : UNE AFRIQUE DE LA BONNE GOUVERNANCE, DE LA DEMOCRATIE, DU RESPECT DES DROITS DE L’HOMME ET DE L’ETAT DE DROIT**

**Objectif 11 : enracinement des valeurs, des pratiques démocratiques des principes universels des droits de l’homme, de la justice et de l’Etat de droit.**

La liberté d’association est consacrée en Algérie par les articles 48 et 54 de la Constitution. Cette liberté a été consolidée davantage à la faveur de la dernière révision constitutionnelle du 07 février 2016, à travers laquelle la loi relative aux associations a été hissée au rang de loi organique

La Constitution algérienne accorde une grande importance à l’opération électorale en tant que pratique démocratique permettant aux citoyens d’élire leurs représentants dans tous les Assemblées élues.

De nombreuses dispositions constitutionnelles consacrent ce droit ainsi qu’un ensemble de garanties juridiques visant à assurer des élections libres et transparentes. Il s’agit du :

● Droit de vote et le droit de se porter candidat ;

● La mise en place d’une Commission Nationale indépendante de surveillance des élections ;

● La supervision des élections par des magistrats ;

● Le droit de recours en cas de contestation des résultats des élections.

**ASPIRATION 4 : UNE AFRIQUE EN PAIX ET SUR (Objectif 13, 14, 15 ):**

S’agissant de l’aspiration n°4 ayant trait à une Afrique en paix et sûre, l’Algérie, membre fondateur de l’UA, a, de tout temps apporté son soutien aux efforts visant à promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le Continent. Comme elle a contribué à la réalisation du progrès escompté en la matière.

Dans le cadre des efforts visant le renforcement de l'Architecture de Paix et de Sécurité en Afrique (APSA), l'Algérie a l’insigne honneur d’accueillir les sièges du Centre Africain d’Etudes et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT) et le Mécanisme africain de coopération policière (AFRIPOL). Ces organes dédiés à la lutte contre le terrorisme et ses phénomènes connexes ont pour vocation d’impulser la coopération et la coordination des efforts des Etats membres dans la recherche de solutions africaines aux crises qui prévalent sur le Continent.

Il convient de noter que l’Algérie contribue pleinement, notamment dans le cadre de la Force Africaine en Attente (FAA) qui est l’un des piliers de l’APSA et ce, à travers la Capacité Régionale de l’Afrique du Nord (NARC). L’Algérie figure également parmi les Nations Volontaires ayant pris part à la Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises (CARIC).

Concernant la Capacité Régionale de l’Afrique du Nord (NARC), celle-ci a été créée conformément aux textes inhérents à la mise en place de la nouvelle APSA. Elle est chargée, en vertu du Mémorandum d’entente signé en 2017, par les Chefs d’États membres de l’UA, de mettre en place une Force et des structures dédiées à la participation au sein de la Force Africaine en Attente.

Ce Mémorandum d'Entente est un document cadre et de référence pour la constitution de la Capacité Régionale de l'Afrique du Nord (NARC).

Outre le Commandement stratégique, constitué d’une Conférence des Chefs d’États, du Conseil des Ministres de Défense, du Comité des Chefs d’Etat-Major et d’un Secrétariat Exécutif, la NARC est composée d’une Brigade en Attente, d’un Élément de planification, de deux bases logistiques et de trois Centres de Formation d’Excellence.

Dans le cadre de son fonctionnement, il sied d’indiquer que notre pays a pris part à toutes les activités de ce Mécanisme Régional de l’UA, qui a déjà organisé 6 réunions du Conseil des Ministres de la Défense, 7 réunions des Chefs d’État-Major de défense et 9 réunions d’experts.

* **Contributions algériennes à la NARC :**

Dans ce cadre, le Mémorandum d'Entente prévoit la contribution de l’Algérie au sein de cette capacité comme suit :

* deux Bataillons d'Infanterie Autonomes ;
* une Compagnie de Police Militaire ;
* une Compagnie de Transmission ;
* (40) quarante Observateurs Militaires ;
* une unité de police/gendarmerie (FPU) + (01) une unité de réserve ;
* une unité de police générale (API) au sein du détachement principal ;
* une unité de police générale (API) au sein du détachement de réserve ;
* une composante civile.
* une Base Logistique (Jijel) ;
* un Centre de Formation d’Excellence (Rouiba) ;
* **La Base Logistique Régionale (BLR) :**

Implantée dans la wilaya de Jijel, actuellement, cette base est régie par une convention de siège signée à Alger, le 25 janvier 2011 entre l’Algérie, représenté par le Chef du Service Protocole du Ministères des Affaires Étrangères et le Secrétaire Exécutif de la NARC.

La BLR dispose d’importantes infrastructures pouvant lui permettre l’exécution de missions de Logistique d’envergure Régionale ou Continentale.

Il est à noter que l’activation la BLR est gelée au titre de l’année 2019 conformément à la décision du 6ème Conseil des Ministres de la Défense de la NARC tenu le 13 mars 2019 à Addis-Abeba/Éthiopie.

* **Le Centre de Formation d’Excellence (CFE) :**

Créé conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 11-03 du 06 février 2011, ce centreest chargé de dispenser des formations de niveau stratégique, opérationnel et tactique dans le domaine du maintien de la paix aux personnels de toutes les composantes nationales et étrangères concernées par les opérations de soutien du maintien de la paix.

Pour ce faire, dans le but de financer les programmes de formation dispensés par ce Centre et en vertu du Mémorandum d'Entente portant création de la NARC, il a été procédé à la signature, le 25 mai 2013, d’un protocole d’accord entre le CFE et le Secrétariat Exécutif de la NARC.

Il convient de signaler, également, que dans le cadre de ses activités, le CFE a abrité, du 20 au 30 décembre 2018, le 1er exercice régional sur carte de la NARC baptisé ''SALAM NORTH AFRICA'', premier dans l’histoire de la NARC et de l’UA, de part sa nature et son scénario qui consistait en une mission multidimensionnelle mandatée par le Conseil de Paix et de Sécurité de l’UA pour apporter une assistance humanitaire à une région sinistrée conformément aux concepts de la Force Africaine en Attente (FAA).

* **Contribution financière :**

L’Algérie, dans le cadre du fonctionnement de la NARC, a procédé, au titre de sa quote-part, au paiement d’une somme de 2 millions USD pour de l’année de démarrage (en 2010). Cette somme a permis, par la suite, de couvrir les contributions annuelles de notre pays à ce jour.

Dans l’objectif de l’opérationnalisation de cette capacité, notre pays a participé à toutes les activités et ateliers de travail.

D’ailleurs c’est dans le cadre de la NARC que l’Algérie, à travers la désignation d’un groupe d’officiers et de cadres supérieurs, a aussi pris part aux différentes étapes de l’exercice continental AMANI AFRICA II, tenu en 2015 à Lohatlha/Afrique du Sud et par lequel la Force Africaine en Attente (FAA) a été déclaré opérationnelle.

S’agissant du transport aérien, l’Algérie a assuré, sur demande de la CUA, le transport stratégique aérien au profit de l’UA. Des prestations en la matière demeurent non réglées à ce jour.

Toutefois, la NARC n’arrive toujours pas à atteindre la capacité opérationnelle totale et ce, en raison de la situation sécuritaire qui prévaut dans certains pays de la Région.

Quant à la Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises (CARIC), l’Algérie figure parmi les Nations volontaires dès sa création en 2013 et a pris part, pratiquement, à toutes les activités qui y ont été organisées. Notre contribution à cette capacité se résume comme suit :

* le Soutien logistique en transport aérien en cas de besoin réellement avéré, sur demande, au cas par cas et selon les capacités disponibles ;
* la formation, sur demande, au cas par cas et selon les capacités disponibles ;
* l’échange de renseignements, sur demande.

Il convient de noter que lors la 4éme réunion des Ministres de la Défense des Nations Volontaires à la CARIC, tenue du 31 août au 03 septembre 2019 à Pretoria/Afrique du Sud, il a été décidé de finaliser, avant juin 2020, le processus d’intégration de la CARIC dans le cadre de la Force Africaine en Attente (FAA).

Dans un autre registre, l’Algérie et en réponse aux sollicitations de la CUA, a procédé, à sa charge, au détachement d’officiers pour exercer au niveau du Centre Continental de Coordination des Mouvements de l’UA et de la Cellule de la CARIC. D’autres officiers sont également détachés, à la charge de la Commission de l’Union Africaine, au niveau du Département Paix et Sécurité de l’Union Africaine.

**ASPIRATION 5 : UNE AFRIQUE A IDENTITE CULTURELLE FORTE, AYANT DES VALEURS, UNE ETHIQUE ET UN PATRIMOINE COMMUNS**

**Objectif 16 : Grande importance accordée à la renaissance culturelle africaine**

**Le Grand Musée de l’Afrique**

La création en Algérie du Grand Musée de l’Afrique (GMA), l’un des programmes phares du premier plan décennal de l’Agenda 2063 de l’Union africaine, été décidée, lors de la 1ère Conférence de l’UA en charge de la Culture, tenue en décembre 2005, à Nairobi-Kenya et, approuvée par la Conférence des Chefs d’État et de Gouvernement de l’UA, à l’occasion de sa 8ème session Ordinaire, tenue en janvier 2006, à Khartoum-Soudan.

Cette initiative inscrite au titre des projets phares de la première décennie de mise en œuvre de l’Agenda 2063 de l’UA, est une illustration parfaite des efforts africains visant à protéger et à promouvoir le patrimoine culturel africain, la culture et le savoir endogène africain.

Le  Grand Musée  de l’Afrique apportera un apport de taille à  la  civilisation  mondiale  dans  sa dimension  humaine, et mettra l’accent sur contribution historique de l’Afrique, berceau de l’humanité, tout en s’inscrivant dans le cadre d’une démarche futuriste et moderniste.

L’Algérie en tant que pays hôte préside le Comité Technique et Consultatif du Grand Musée d’Afrique, chargée d’élaborer une feuille de route pour le lancement du Grand Musée d’Afrique, et de développer une stratégie de mobilisation des ressources financières et des contributions en nature au Grand musée.

Le processus engagé pour le lancement de ce projet a enregistré des avancées considérables devant permettre de finaliser et de signer l’Accord de siège, d’ici mars 2020. L’Algérie poursuit ses efforts conjointement avec les membres du Comité technique et Consultatif pour hâter le processus de mobilisation des ressources financières nécessaires pour la concrétisation de ce projet.

**ASPIRATION 6 : UNE AFRIQUE DONT LE DEVELOPPEMENT EST AXE SUR SES CITOYENS, PUISANT DANS LE POTENTIEL DE SES POPULATIONS**

**Objectif 17:Egalite totale entre les hommes et les femmes dons tous les domaines de la vie.**

**1-Autonomisation des femmes**

Le principe de la non-discrimination dans toute sa dimension trouve sa pleine traduction dans les dispositions des articles suivants de la loi n°16-01 du 6 mars 2016 portant révision constitutionnelle qui stipule que:

« Les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toutes autres conditions ou circonstance personnelle ou sociale » (Art 32} ;

« L'Etat œuvre a la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès a la représentation dans les assemblées élus... » (Art 35) ;

« L'Etat œuvre à promouvoir la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi. L’Etat encourage la promotion de la femme aux responsabilités dans les institutions et administrations publiques ainsi qu'au niveau des entreprises » (Art 36) ;

Par ailleurs, il y’a lieu d’indiquer que notre législation du travail s’inspire des conventions internationales du travail que notre pays à ratifies.

Pour le cas de la discrimination et de l’égalité de rémunération notre pays a ratifié 60 conventions. Parmi les quelles la convention n°100 sur l’Egalite de rémunération et la n°111 concernant la discrimination (emploi et profession).

Les rémunérations versées par les organismes employeurs en Algérie sont celles fixées pour chaque poste de travail, elles ne sont pas déterminées par rapport au sexe du travailleur (hommes ou femmes) occupant les postes de travail, que ce soit dans le secteur de la fonction publique ou dans le secteur économique.

Enfin, l'infraction aux dispositions de l'article 17 de la loi 90-11 précitée entraine des sanctions prévues par la même loi. Ces sanctions ont été relevées de manière conséquente par la loi n°17-11 du 27 décembre 2017, portant loi de finances pour 2018.

Le regain d’intérêt des femmes et des jeunes pour le secteur agricole. Actuellement, l’on recense environ 60.000 agricultrices détentrices de cartes professionnelles et bénéficiaires d’actes de concession ou de propriétés de terres agricoles, contre 46.290 en 2013 soit un taux d'évolution de 30% entre 2013 et 2019, et de plus en plus de jeunes, reprenant les activités de leurs parents ou lancés dans des Start up dédiées à relever des défis dans le secteur agricole au sens large.

Les modalités pratiques de mise en œuvre de cette nouvelle disposition constitutionnelle ont été définies dans le cadre du processus de réformes politiques engagées dans le Pays, depuis début 2011, à travers la Loi organique n° 12-03 du 12 janvier 2012, fixant les modalités augmentant les chances d’accès de la femme à la représentation dans les assemblées élues, mais aussi, à travers la Loi organique n° 12-04 du 12 janvier 2012, relative aux partis politiques.

Ce nouveau dispositif a permis de consacrer le principe de quota, allant de 20% à 50% du nombre des sièges, réservés aux femmes dans les assemblées élues.

Aussi, cette nouvelle Loi organique stipule clairement que ′′Toute liste de candidats établie en violation de ses dispositions (Sans prévoir les proportions de sièges à réserver aux femmes, définies par son article 2), est rejetée′′ (Article 5).

Quant à la Loi organique n° 12-04 du 12 janvier 2012, relative aux partis politiques, elle a assigné au parti politique la mission de « promouvoir les droits politiques de la femme », et a introduit de nouvelles dispositions et mesures, pour permettre le renforcement de la présence et de l’activisme de la femme au sein des partis politiques, notamment à travers :

L’exigence d’une proportion représentative de femmes, parmi les membres fondateurs des nouveaux partis politiques (art 17).

L’exigence de la présence d’une proportion représentative de femmes parmi les participants au congrès (congressistes) du parti politique (art 24).

L’exigence de la présence d’une proportion de femmes au sein des instances dirigeantes du parti politique et que cette condition soit clairement énoncée dans les statuts du parti (art 35 et 41).

Aussi, la Loi organique n° 12-04 du 12 janvier 2012, relative aux partis politiques, a prévu des mesures incitatives aux partis politiques, afin qu’ils œuvrent à promouvoir davantage la participation politique de la femme, en leur octroyant des subventions financières supplémentaires, inscrites au budget de l’Etat et calculées sur la base du nombre de leurs élues (femmes) dans les assemblées élues.

**Sièges occupés par les femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales.**

Le taux de sièges occupés par des femmes lors de la dernière législature de l’Assemblée Populaire Nationale a atteint 29%.

**Des femmes occupant des postes de direction**

La Constitution Algérienne clarifie la hiérarchie des normes et consacre le principe de primauté des Conventions internationales sur les lois nationales dans son article 132. En 1996, l’Algérie a ratifié (en émettant des réserves) la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979), qui contient dans son article 7 des engagements relatifs à la vie politique et publique et dans son article 8, des engagements relatifs à la représentation. En outre elle prévoit des mesures de discriminations positives invitant les Etats à mettre en œuvre des mesures spéciales et à caractère temporaire, jusqu’à la concrétisation des objectifs en matière d’égalité, tel que la parité dans la représentation politique. En 2004, l’Algérie a ratifié aussi la Convention sur les droits politiques des femmes. En termes de politique nationale et d’orientation, le Plan d’Action du gouvernement 2015‐2020 invite à « renforcer le statut de la femme, l’adapter aux droits que lui confèrent la constitution et la loi, pour promouvoir son rôle aux plans politique, économique et social ».

L’amendement constitutionnel de 2016 a également consacré dans son Art. 36. Le principe de la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi, et la promotion de la femme aux responsabilités dans les institutions et administrations publiques.

**Objectif 18 : Engagement et autonomisation des jeunes et droits des enfants :**

Concernant l’élimination du travail des enfants sous toutes ces formes, l’objectif fixé par l’agenda 2063 est Presque atteint dans notre pays, ou le travail des enfants est un élément résiduel est très marginal

Principaux éléments de la politique et de la stratégie développée par L’Algérie en matière de lutte contre le travail des enfants :

L’Algérie à développer un vaste programme de promotion et de protection de l'enfance, et la lutte contre le travail des enfants n'en est qu'un aspect. Les principaux axes portent essentiellement sur :

1- Conventions internationales :

L’Algérie est signataire de cinq (05) conventions internationales pour la lutte contre le travail des enfants à savoir :

1. La C 006 sur le travail de nuit des enfants,

2. La C 010 sur l’âge minimum dans l'agriculture,

3. La C sur l’âge minimum dans le travail maritime,

4. La C138 sur l’âge minimum,

5. La Convention 182 sur les pires formes de travail des enfants.

Egalement la législation Algérienne a prévu une règlementation à travers :

- La loi relative aux relations de travail qui fixe l’âge légal au travail a 16 ans révolus (Loi 90-11), et des pénalités sont prévues en cas de non-respect de ces prescriptions. Des dispositions de la LFC de 2015 ont renforcé de manière significative les sanctions dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants.

Par ailleurs, la loi des finances de 2018 consacre une aggravation de toutes les sanctions portant sur la santé et sécurité des jeunes travailleurs

- D'autres dispositions protègent la moralité et la dignité du jeune travailleur {Travail de nuit {Loi 90-11), protection de la santé et sécurité au travail (Loi 88-07)

Egalement, et dans le cadre de la mise en place d’une stratégie de veille, une commission intersectorielle est installée depuis 2003.Cette commission avait pour mission d’assurer la coordination portant sur tous les aspects sectoriels en matière de contrôle et de sensibilisation pour la lutte contre le travail des enfants. Douze (12) secteurs sont présent dans cette commission, qui élabore des programmes annuels à adopter et exécutés

L'obligation de la scolarisation des enfants [jusqu’à l’âge de 16 ans avec la gratuite de l'école, le développèrent d'un système de formation professionnel et enfin la présence de multiples dispositifs d'aide à la formation contribuent de manière active à la prévention contre le travail des enfants.

La tendance globale du phénomène du travail des enfants est très faible en Algérie et les pires formes de travail des enfants (Implication des enfants dans des conflits armés et leur exploitation à des fins criminelles et sexuelles etc….) ne font pas partie de notre société; mais ceci n’empêche pas de développer des politiques et stratégies préventives et de veille afin de maintenir ces tendances.

**Charte africaine des droits de la jeunesse**

L’Algérie garantit une vie digne et décente à tous ses citoyens, surtout aux jeunes, en assurant leur pleine participation aux efforts et aux fruits du développement. Les jeunes sont impliqués, à tous les niveaux, dans les processus de prise de décisions, leur donnant ainsi les moyens, la place, la possibilité et le soutien voulus pour participer aux décisions relatives aux questions qui les concernent tout en les impliquant dans la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation des politiques de la Jeunesse.

Concernant le secteur Jeunesse, l’Etat a déployé des moyens financiers, humains et matériels considérables. Ces efforts se traduisent par la dimension de l’offre en matière de programmes, de dispositifs, d’infrastructures de Jeunesse et de Sports ainsi que d’aide et de subventions octroyés au mouvement sportif et de jeunesse, intégrant ainsi les principes et les fondements de la Charte africaine de la Jeunesse selon ses prérogatives. Dans le cadre de la contribution du secteur de la Jeunesse et des Sports à la mise en œuvre de la Charte africaine de la Jeunesse, il faut signaler que, chaque année, une large vulgarisation de la Charte africaine de la Jeunesse est assurée auprès des jeunes à l’occasion de la célébration de la Journée de la Jeunesse africaine (coïncidant avec le novembre de chaque année).

Le secteur de la Jeunesse, par la dimension transversale du dossier Jeunesse, intègre d’autres programmes et mécanismes intersectoriels destinés aux jeunes. Par exemple :la campagne d’information et de sensibilisation sur la promotion des droits de l’enfant, la lutte contre les violences à l’égard de la jeune fille et de la femme en coopération avec le Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, la campagne de reboisement pour la préservation de l’environnement avec d’autres ministères.

Dans le cadre de la création d’un mécanisme national de coordination des jeunes, les efforts consentis ont eu comme résultat la publication du décret présidentiel n° 17-142 du 21radjab 1438 correspondant au 18 avril 2017 fixant la composition, l’organisation et le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Jeunesse stipulant que cet organisme est chargé de formuler des avis et des recommandations au sujet des questions relatives aux besoins de la Jeunesse ainsi qu’à son épanouissement dans les domaines économique, social, culturel et sportif et de contribuer à la promotion, au sein de la Jeunesse, des valeurs nationales, de la conscience patriotique, de l’esprit civique et de la solidarité sociale et de la prise de conscience interculturelle à travers des programmes d’échanges entre les jeunes et les organisations de jeunes.

Pour faire face à l’ampleur de la délinquance, de la toxicomanie, de l’alcoolisme et des autres maux sociaux en milieu de jeunes ainsi que les difficultés psychologiques inhérent à cette frange de la population (échecs répétés, manque ou perte de confiance en soi, rapports difficiles avec la famille, exclusion scolaire, chômage, etc., un diapositif santé-jeunes a été mis en place durant les années 90 par le Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Ce programme tend à répondre à la préoccupation essentielle de mettre les jeunes à l’abri des fléaux sociaux ou de les en sortir par la promotion de leur santé, leur soutien et leur aide dans tous les domaines qui les concernant, leur orientation dans les choix qu’ils sont appelés à faire notamment dans les aspects liés à la formation, la vie professionnelle, les activités culturelles, sportives…

Ce dispositif qui prend l’appellation cellules d’écoute de prévention santé jeunes développe des programmes qui reposent exclusivement sur la prévention, le dépistage, le soutien psychologique, des jeunes par l’accueil, l’écoute, l’information et l’orientation en liaison avec les autres secteurs concernés.

**Enseignement supérieur et Recherche Scientifique:**

L’Algérie s’est engagée de tout temps dans une politique de développement économique et sociale soutenue, et a mis en avant l’importance de l’enseignement supérieur comme levier de développement, du progrès et du bien-être.

D’une université et deux écoles à Alger en 1962, l’Algérie est passée à un réseau de 106 établissements universitaires en 2019 avec respectivement 2375 étudiants en 1962 et 1.531.920 étudiants aujourd’hui (2019). Près de 80% des ces étudiants sont boursiers et près de 50% d’entre eux sont hébergés dans les cités universitaires.

Dans le domaine de la Recherche Scientifique et du Développement technologique, le potentiel scientifique, les entités de recherche compte plus de 54.000 chercheurs dans les établissements d’enseignement et de formation supérieurs (laboratoires) et près de 3.000 chercheurs permanents (dans les centres du Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et hors ce Ministère).

Dans le cadre de la coopération bilatérale avec les pays africains, l’Algérie offre chaque année 1700 bourses dans le domaine de l’enseignement supérieur et de la recherche Scientifique. Ce nombre a augmenté de façon constante au fur et à mesure de l’accroissement de nos capacités d'accueil. On dénombre actuellement 9.397 étudiants étrangers en provenance de 62 pays dont la grande majorité est issue de pays africains.

**La formation et de l’enseignement professionnels :**

Le secteur de la formation et de l’enseignement professionnels est secteur stratégique important dans le développement économique et social du pays en visant un double objectif.

La nomenclature nationale des branches professionnelles et spécialités de la formation professionnelle -édition 2019- est structurée en vingt trois (23) branches professionnelles avec l’introduction d’une nouvelle branche professionnelle (Art-Culture et Patrimoine) recouvrant les principaux domaines d’activité. Elle comporte 495 spécialités dans ces 1300 établissements.

Outre les bourses du Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le secteur de la formation professionnelle accueille au niveau de ses établissements de formation plus de 400 nouveaux stagiaires de plusieurs nationalités. Ceci s’ajoute au nombre de stagiaires qui sont reconduits, ainsi l’effectif global en formation pour chaque rentrée avoisine plus de 1.000 stagiaires africains au niveau de des ces établissements de formation.

**ASPIRATION 7 : UNE AFRIQUE, EN TANT QUE PARTENAIRE FORT ET INFLUENT DANS LE MONDE :**

**Objectif 19 : L’Afrique en tant que partenaire majeur dans les affaires et coexistence pacifique au niveau mondial**

Une cible est associée à cet objectif stratégique : il s’agit d’arriver à un système statistique national entièrement fonctionnel.

A ce propos, on peut noter que la statistique algérienne est bien encadrée par un arsenal juridique assez complet : loi statistique, textes régissant le fonctionnement de l’Office National des Statistiques (ONS), textes afférents au Conseil National de la Statistique (CNS), code de déontologie, textes sur le Numéro d’Indentification Statistique (NIS), textes sur les répertoires et les différents textes sur les nomenclatures ; les RGPH, l’échange d’informations statistiques, etc.

Deux mois après l’indépendance, il y a eu promulgation en 1962 de la première loi encadrant l’activité statistique en Algérie réglementant la coordination, le contrôle, l’obligation et le secret en matière de statistiques avec même l’institution d’une sorte de Conseil de la Statistique à travers « le Comité de contrôle et des études statistiques ».

Toutefois, la véritable loi statistique algérienne a été promulguée en janvier 1994 et avait même anticipé sur certains principes fondamentaux de la statistique officielle consacrés par les Nations Unies en avril 1994

Parmi ses principes, nous noterons particulièrement les principes se rapportant aux méthodes scientifiques et de règles déontologiques, la confidentialité des données individuelles, les métadonnées,…etc.

Cette loi statistique couvre bien l’ensemble du Système Statistique National (SSN), et au sein de la composante du CNS, nous retrouvons, entre autres, les représentants de la société civile dans sa diversité.

L’existence en Algérie du cadre institutionnel et légal est conforme avec le principe N°1 de la Charte Africaine de la Statistique (CAS) et l’Objectif Stratégique (OS) de la Stratégie pour l’Harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA II). De même, le SSN est construit autour d’un ensemble d’opérations statistiques routinières et structurantes (conformité avec le P3 de la CAS et l’OS 1.1 de la SHaSA II.

Avec l’avènement des thématiques émergentes notamment data révolution, l’ONS mobilise de plus en plus les sources administratives (conformité avec l’OS 1.1 de la SHaSA II). Pour cela, il a procédé à la signature d’un certain nombre de conventions et de protocoles d’accord sur l’échange de données avec ses principaux partenaires avec le renforcement de la coordination inter institutionnelle (conformité avec le P3 de la CAS et avec l’OS 2.1 de la SHaSA II).De même, l’ONS accorde la plus haute importance à la coopération statistique tant au niveau régional et sous régional qu’international (conformité avec le P6 de la CAS et l’OS … de la SHaSA II). Des actions sont entreprises en interne et à travers la coopération technique pour le renforcement de ses capacités techniques (conformité avec l’OS 3.3 de la SHaSA II) et pour la modernisation des processus statistiques (conformité avec l’OS 3.4) de ShaSA II) avec l’introduction des Technologies de l’Information et de Communication (TIC).

Il est important de signaler que depuis 2015, l’ONS a affiché sa volonté pour la mise en œuvre d’une démarche qualité dans ses travaux statistiques avec un processus progressif pour en optimiser le pilotage et participatif et transparent pour enrichir cette démarche et en faciliter l’appropriation. Pour cela, il a été procédé de manière séquentielle et chronologique à l’installation d’une cellule qualité composée d’un Directeur et d’un sous-directeur rattachée à la Direction Générale, la formation de la cellule qualité sur la démarche et outils qualité principalement le Cadre Assurance Qualité (QAF) de l’UE, le Code de Bonne Pratiques (CoP) de l’UE adapté aux pays de la rive sud de la méditerranée, le Questionnaire d’Auto Evaluation (SAQ), le Modèle générique du processus de production statistique (GSBPMà des UN/OECD/Eurostat …., avec la capitalisation des travaux de coopération avec Eurostat.

Enfin et en matière de diffusion des statistiques, l’ONS dispose d’un calendrier des publications préalablement annoncé (conformité avec le P4 de la CAS et avec l’OS 4.2 de la SHaSA II).

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que la statistique algérienne est entièrement financée par le budget de l’Etat et de manière pérenne et ce, aussi bien pour les opérations statistiques récurrentes et routières que pour les opérations structurantes. A titre indicatif, la part du budget de l’ONS dans le budget global de l’Etat est passée de 0,0157% en 2013 à 0,0162% en 2019.

**Objectif 20: l’Afrique assume l’entière responsabilité du financement de son développement**

**Marché de capitaux**

Se situant à un niveau de 6.024,1 milliards de DA en 2013, le budget de l’Etat (fonctionnement et équipement) a atteint 7.899,1 milliards de DA en 2018, soit une hausse nominale de 31,1% sur la période. Le budget d’équipement de l’Etat est scindé en deux (02) catégories de dépenses celles d’investissement et celles en opération en capital. Il est passé de 1892,3 milliards de DA en 2013 à 3228,8 milliards de DA en 2018, soit un taux d’accroissement nominal de 70,6%, taux bien supérieur à celui du budget global.

Le recours au financement du secteur public par le marché de capitaux tels qu’il existe en Algérie a évolué dans un contexte caractérisé par la mise en œuvre du cadre budgétaire à moyen terme (2020-2022) et des tensions provoquées par les fluctuations des revenus des exportations des hydrocarbures. Le choix du non recours au financement extérieur et l’adoption d’un financement non conventionnel, a donné une plus grande dynamique au marché intérieur, notamment, celui des valeurs de Trésor sur son premier compartiment d’émission et sur son second compartiment de négociation. Ainsi, la proportion du budget du secteur public financée par les marchés de capitaux nationaux à enregistrée un bond extraordinaire passant d’un niveau de 2,23% en 2013 à 34% en 2018, réalisant un indice de performance très appréciable.

**Système fiscal et recette du secteur public**

Le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) sur la période 2020-2022 qui s’inscrit dans le processus d’amélioration de la gestion des finances publiques permettra au Gouvernement de poursuivre la mise en œuvre de la stratégie qui repose sur la maîtrise de la dépense publique et l’amélioration progressive des recettes fiscales.

L’évolution des ressources budgétaires fait ressortir, d’une part, l’instabilité des recettes de la fiscalité pétrolière liée aux incertitudes qui entourent le marché pétrolier et d’autre part, la régression continue des recettes des droits de douane et de la TVA/Import sous l’effet de l’encadrement des importations de biens et services, de l’impact des accords de libre-échange et des autres régimes préférentiels.

La fiscalité constitue l’outil privilégié de régulation socio-économique visant (i) l’encouragement de l’investissement, (ii) l’équilibre territorial, (iii) la protection de l’environnement et la préservation des ressources naturelles, (iv) la promotion de l’emploi et (v) le soutien du pouvoir d’achat des ménages.

La baisse des prix des hydrocarbures depuis le second semestre 2014 a révélé l’importance de la mobilisation des ressources publiques fiscales intérieures. Ainsi, et dans un souci d’amélioration et de réorganisation du système fiscale, un système d’information fiscal intégré basé sur la numérisation des procédures (CDI-CPI) est en cours de finalisation. Afin de renforcer les capacités nationales de recouvrement des recettes fiscales, le Gouvernement s’est engagé dans un processus d’amélioration de la performance du système fiscal et de modernisation de l’administration des Impôts et des Douanes.

Avec son Plan Stratégique 2015-2019, l’administration des Douanes œuvre pour une plus grande rigueur dans l’optimisation de ses ressources à travers, notamment, une plus grande facilitation des procédures douanières, une modernisation de ses services, le renforcement du contrôle douanier et la consolidation de la coopération douanière internationale. Ces actions de modernisation ont conduit à une progression des recettes budgétaires sur la période 2015-2018 tirée, principalement, par la fiscalité ordinaire (ressources non pétrolières) qui a augmenté de plus de 12% par an, en moyenne, sur la même période. Rapporté au PIB, le total des recettes budgétaires s’est nettement améliorée passant de 23,39% en 2013 à 31,16% en 2018. Le taux de couverture des dépenses de fonctionnement par la fiscalité ordinaire indique une amélioration de près de 30 points de pourcentage entre 2013 et 2018. Durant la même période, les recettes fiscales représentaient 24,4% et 27,8% du PIB respectivement en 2013 et 2018. L’indice de performance enregistré pour l’indicateur en question indique un niveau de 11%, un niveau très acceptable dans la mesure où le niveau des objectifs relatifs à la pression fiscale et le taux de couverture des dépenses de fonctionnement par la fiscalité ordinaire se situent à des niveaux satisfaisants.

Concernant l’indicateur 66 « ressources mobilisées grâce à des mécanismes de financement innovants en pourcentage du budget national » Ces mécanismes non traditionnels peuvent drainer des fonds supplémentaires pour le développement à l’image du partenariat (PPP) et constituent des instruments primordiaux en période de difficulté financière afin d’assurer la continuité du financement des grands projets d’investissement. En Algérie, ce type de ressources ne contribue pas d’une manière significative au financement des grands projets de développement.

**Aide au développement**

L’action du Gouvernement est centrée sur le renforcement et la modernisation des activités financières, le renforcement de la lutte contre la corruption, l’amélioration du climat des affaires, la refonte du cadre de l’investissement et la mobilisation du foncier industriel. Ce sont autant de mesures qui stimulent l’investissement productif privé pouvant financer le développement durable. Des ressources financières supplémentaires peuvent être mobilisées et allouées au développement durable à travers, notamment, l’investissement direct étranger (IDE) et les envois de fonds des émigrés.

En matière d’IDE, l’Algérie est passée de 0,69 milliard de dollars US en 2015 à 1,21 milliard de dollars US en 2017 et 1,5 milliards de dollars en 2018.

Les travailleurs émigrés, de leur part, contribuent également à la croissance économique et au développement durable du pays grâce aux transferts de fonds destinés aux besoins de leurs familles ou à la création d’entreprises. Ces envois se sont ainsi élevés à 1,8 et 2,1 milliards de dollars US, respectivement, en 2017 et 2018 représentant plus de 1,1% du PIB.

L’Algérie appartenant au groupe de pays à revenu intermédiaire, de ce fait l’aide publique au développement destinée vers l’Algérie est relativement faible. L’indicateur demandé dans ce domaine de priorité est largement atteint dans la mesure où le recours aux aides publique au développement par l’Algérie demeure insignifiant très largement au-dessous de l’objectif de réduction de 25% cible de l’Agenda 2063.

**IV- RECOMMENDATIONS**

Nous recommandons de privilégier les données nationales aux données émanant des institutions internationales et régionales et de tenir compte au niveau national des données pourvues par le secteur lui-même. De plus, la priorité devrait être accordée aux données issues d’observation directes (enquêtes).

On peut recommander, également, pour l’année de base 2013, au cas ou celle-ci ne serait pas pertinente pour un pays donné, de prendre une moyenne triennale ou quinquennale pour neutraliser les éventuels effets conjoncturels.

La matrice des indicateurs établit un mapping entre les indicateurs du 1er plan décennal 2013-2023 et ceux des ODD et les différents documents de travail concernant l’alignement de l’Agenda 2063 sur les ODD indiquent l’existence de 44 indicateurs sur les 66 indicateurs du plan décennalqui ont une convergence à 100%, soit environ 70% des indicateurs du plan décennal. Or, un examen approfondi de ces indicateurs montre que certains indicateurs ne convergent pas à 100% et que, parfois, les deux indicateurs ne représentent pas la même réalité.

A titre d’exemple, à la cible 1.1.1 relative à l’accroissement du Revenu par habitat d’au moins 30% il est associé l’indicateur « Revenu National Brut par habitant » ce qui est correspond à la cible. Toutefois, l’indicateurs « 8.1.1.1-, au titre des ODD, porte sur le taux de croissance annuel du Produit Intérieur Brut (PIB) réel par Habitat ».

Le tableau suivant liste quelques indicateurs où il semblerait que la correspondance ne soit pas parfaite :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Indicateur Agenda 2063 | Indicateur ODD | Remarques |
| Le Revenu National Brut (RNB) par habitat | 8.1.1.1- taux de croissance annuel du Produit Intérieur Brut (PIB) réel par Habitat. | L’indicateur de l’agenda 2063 est exprimé est monnaie courante (US $) alors que l’indicateur ODD exprime une variation en termes réels et en pourcentage. Les deux indicateurs peuvent varier dans des sens différents. |
| Prévalence de l’insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq (05) ans. | 10.2.1- Proportion des personnes vivant en dessous de 50% du revenu médian | Les deux indicateurs de sont pas identiques, et la population qu’ils représentent n’est pas la même (pour le premier enfant de – de 5 ans et pour le second ensemble des individus). |
| Productivité totale des facteurs agricoles | 2.3.1- Volume de la production par unité de main d’œuvre selon la taille des entreprises agricole | La productivité totale des facteurs agricoles représente le volume des extrants par rapport au volume des intrants principalement le travail et le capital. Le second indicateur est rapporté uniquement au travail. Des différences sensibles peuvent être observées selon que l’entreprise est à forte intensité capitalistique ou à forte quantité de travail. |
| Nombre de mégawatts ajouté au réseau national | 7.1.1- Proportion de la population ayant accès à l’électricité | Le premier indicateur représente un solde et est donné en terme absolu alors que le second est une proportion. Dans les faits, les deux indicateurs peuvent évoluer à des rythmes et même des sens différents. |
| Pourcentage des personnes qui estiment qu’il existe des mécanismes et des institutions de contrôle efficace pour obliger leurs dirigeants à rendre compte | 16.7.2- Proportion de la population qui estime que la prise de décision est inclusive et réceptive |  |
| Pourcentage des personnes qui perçoivent la liberté de la presse | 16.10.1- Nombre de cas avérés d’assassinats, d’enlèvements, de disparitions forcées,  | Il n’y a pas de corrélation entre la proportion des personnes qui perçoivent la liberté de la presse qui est exprimée en pourcentage et le nombre de cas avérés d’assassinats, d’enlèvements,…etc. |

A l’issue de l’analyse du diagnostic de la mise en œuvre et de l’élaboration du rapport d’étape et du constat établi du processus de mise en œuvre de l’agenda 2063, des recommandations pourraient être formulées au sujet des aspects suivants :

-Harmonisation séquentielle des objectifs de l’Agenda 2063 avec ceux des politiques publiques nationales et régionales appropriés ;

-Intégrer les indicateurs à renseigner dans un canevas national totalement orienté vers une standardisation des procédures et nomenclatures telles que conçues dans l’Agenda 2063 ;

-Mettre en place une cellule afin de permettre le suivi et l’évaluation sur l’état de mise en œuvre.

-Réfléchir à intégrer dans les nomenclatures nationales (Budget, Trésor, comptabilité nationale et institutions financières) des rubriques spécifiques facilement identifiables afin de répondre à la préoccupation nationale et prendre en charge la pertinence des indicateurs de l’Agenda 2063.

-Rendre possible l’appropriation de l’Agenda 2063 par la majorité des opérateurs économiques et principaux acteurs de la société civile, au moyen d’une politique de communication inclusive ayant pour principal objectif la vulgarisation des procédures de mise en œuvre de l’Agenda 2063 avec des priorités régionales et locales.

-prendre en charge le volet financier de la réalisation et de la mise en œuvre de l’Agenda 2063 par une dotation budgétaire nationale et sectorielle en concordance avec le budget de développent national.

- L’organisation de séminaires, d’Ateliers et de conférences sur l’Agenda 2063 en présence des experts dans le domaine.

- Inviter les universités et les Etablissements de l’Enseignement supérieur d’introduire l’Agenda 2063 dans les programmes de formation.

**V- PRINCIPALES LECONS APPRISES**

L’élaboration du rapport d’étape sur la mise en œuvre du premier plan décennal 2013-2018 afférent à l’agenda 2063 est un exercice qui favorise la concertation et l’appropriation. Il consolide, également, la coordination interinstitutionnelle entre les différentes parties prenantes.

A cet effet, ont été lancés plusieurs cycles de concertation sur l’agenda 2063 et plus précisément sur les 66 indicateurs afférents à la mise en œuvre du premier plan décennal relatif à l’agenda 2063.

Ces cycles de concertation ont regroupé plus d’une vingt-cinq (25) Départements ministériels et institutions et permis une large vulgarisation de l’Agenda 2063 et du 1er plan décennal 2013-2023. Cet exercice a contribué à consolider l’appropriation collective de l’Agenda 2063.

Ces cycles ont également offert l’opportunité d’examiner de près les 66 indicateurs de suivi du plan décennal 2013-2023, puisque chaque secteur concerné par un ou plusieurs indicateurs (et donc cibles et objectifs) s’est prononcé sur la disponibilité ou non de l’indicateur, le niveau de sa désagrégation, les sources potentiellement mobilisables, …etc.

En outre, il a été constaté que le renseignement de la matrice afférente aux indicateurs et la prise en charge du rapport étaient particulièrement sensibles à la qualité du Système Statistique National.

De plus, l’année 2013 qui est prise comme point de repère ou référentiel n’est pas pertinente et n’est pas très indiquée pour le cas de l’Algérie. En effet, l’année 2013 est une année exceptionnelle où la quasi-totalité des indicateurs socioéconomiques affiche des performances largement supérieures aux moyennes voire même parfois records (production agricole, réserves de change, prix du baril, taux de chômage, …). Lorsqu’on atteint des valeurs maximales au niveau de l’asymptotique de l’indicateur ou de la performance, l’effort marginal doit être exceptionnel pour gagner encore plus en performance.

 A titre d’exemple, le taux de chômage national a été ramené de 29,5% en 2001 à 9,8% en 2013 ce qui constitue un résultat exceptionnel. En 2019, le taux de chômage est évalué à 11,4%. Mais en 2014 et 2015, il était respectivement à 10,6% et 10,5%. En outre, même le taux de 2019 reste dans la moyenne décennale.

Les stratégies menées à ce jour et les résultats obtenus ne peuvent que confirmer la cohérence des programmes lancés et l'importance du rôle des différents secteurs dans le développement économique du pays.

En effet, l'on enregistre un bond important aussi bien quantitatif que qualitatif, grâce aux efforts consentis pour soutenir le développement sectoriel, à travers la mise en œuvre de programmes de développement et leurs suivis permanents.

Cette évaluation a permis également d’identifier au moyens d’indicateurs standardisés à l’ensemble des secteurs ayant participé à l’élaboration de ce rapport, le niveau de performance atteint et les efforts à fournir à l’avenir pour réaliser les objectifs prioritaires et urgents tels qu’identifiés dans la séquence des priorités de l’Agenda 2063.

Grâce à cette évaluation, les réformes économiques et financières engagées en Algérie peuvent être diagnostiquées, ajustées et réévaluées au besoin.

L’autre leçon à retenir et à appliquer dans l’immédiat, concerne le consensus et la concertation sectorielle. En effet, ce rapport a permis aux représentants des différents secteurs de se réunir et de se concerter sur l’efficacité des différents politiques sectorielles, tout en tenant compte des préoccupations des interférences entre branche d’activité et secteurs.

**VII- CONCLUSION**

En collaboration avec les différents acteurs économiques, l’Algérie a mis en place une démarche inclusive et participative pour l’élaboration de son premier rapport décennal sur la mise en œuvre de l’Agenda 2063.

A travers ce premier rapport, il est aisé de constater que plus de 84% des indicateurs ont été renseignés avec leur métadonnées et seront suivis et revus tout au long de la prochaine étape d’évaluation. Les leçons tirées de cette première expérience serviront à améliorer le cadre de suivi de cette d’évaluation.

C'est ainsi que des résultats notables ont été capitalisés dans tous les domaines de priorité, dont notamment la consolidation de la sécurité alimentaire par le développement de l'ensemble des filières, l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et le renforcement du pouvoir d'achat.

Les objectifs de l'Agenda 2063 "L’Afrique Que Nous Voulons", sont en parfaite adéquation avec la politique de développement de transformation et de modernisation de l’économie nationale, et les progrès réalisés et à atteindre à l'échelle nationale ne pourront que conforter les attentes affichées à l'échelle continentale et apporter une contribution certaine.

**VII- Annexe :**

**Tab N°1- Evolution du prix moyen du pétrole brut ($ US / baril)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|   | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** | **9M2019** |
| **Prix baril** | **109** | **100,2** | **53,1** | **45** | **54,1** | **71,3** | **64,6** |

Source : Ministère de l’Energie.

**Tab N°2 – Croissance (%) du Produit Intérieur Brut (PIB) et de ses composantes**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Intitulés des grands secteurs**  | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** | **9M2019** | **Moy** |
|  Agriculture, sylviculture et pêche | 8,2 | 2,5 | 6,0 | 1,8 | 1,0 | 5,0 | 0,5 | 3,6 |
|  Hydrocarbures | -6,0 | -0,6 | 0,2 | 7,7 | -2,4 | -6,4 | -4,7 | -1,7 |
|  Industries | 4,0 | 4,0 | 5,0 | 3,7 | 4,7 | 4,1 | 4,7 | 4,3 |
|  BTPH y compris STPP | 6,7 | 6,8 | 4,8 | 5,1 | 4,6 | 5,2 | 3,1 | 5,2 |
|  Services Marchands | 8,5 | 8,1 | 5,4 | 2,8 | 3,7 | 3,7 | 3,5 | 5,1 |
| Services Non Marchands | 3,9 | 4,4 | 3,6 | 1,8 | 0,5 | 2,7 | 1,7 | 2,7 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **La Production Intérieure Brute** | **2,5** | **3,7** | **3,8** | **3,5** | **1,5** | **1,1** | **0,8** | **2,4** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Le Produit Intérieur Brut (PIB)** | **2,8** | **3,8** | **3,7** | **3,2** | **1,3** | **1,4** | **0,9** | **2,4** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Le PIB hors Hydrocarbures** | **7,3** | **5,6** | **5,1** | **2,2** | **2,1** | **3,3** | **2,6** | **4,0** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Le PIB hors Agriculture** | **2,2** | **3,9** | **3,5** | **3,4** | **1,3** | **0,9** | **1,0** | **2,3** |

Source : Office National des Statistiques (ONS).

**Tab N°3 – Croissance (%) des composantes de la dépense du Produit Intérieur Brut (PIB)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 9M2019 | Moy |
| Le PIB | 2,8 | 3,8 | 3,7 | 3,2 | 1,3 | 1,4 | 0,9 | 2,4 |
| Importations | 9,8 | 8,4 | 6,9 | -2,8 | -7,1 | -3,6 | -2,0 | 1,4 |
|  Importations biens | 10,4 | 8,7 | 7,1 | -3,8 | -8,6 | -5,1 | -2,9 | 0,8 |
|  Importations Services | 6,1 | 6,8 | 5,4 | 3,1 | 1,3 | 4,0 | 2,7 | 4,2 |
| **Total Ressources** | **4,3** | **4,9** | **4,5** | **1,6** | **-0,9** | **0,1** | 0,2 | 2,1 |
| Dépense intérieure Brute | 8,3 | 6,4 | 5,7 | 0,5 | 0,1 | 1,0 | 1,4 | 3,3 |
| Consommation Finale | 3,4 | 3,2 | 3,6 | 2,6 | 2,2 | 2,7 | 1,5 | 2,7 |
|  Consommation Finale des Ménages | 5,0 | 4,4 | 3,9 | 3,3 | 1,8 | 2,8 | 1,4 | 3,2 |
|  Consommation Finale des AP | 0,8 | 1,1 | 3,1 | 1,3 | 2,8 | 2,3 | 1,8 | 1,9 |
| Accumulation Brute |   |   |   |   |   |   |  |  |
|  FBCF | 8,6 | 6,4 | 5,7 | 3,5 | 3,4 | 3,1 | 2,5 | 4,7 |
|  Variation des Stocks |   |   |   |   |   |   |  |  |
| Exportations | -5,7 | 0,2 | 0,5 | 7,0 | -6,1 | -4,3 | -4,8 | -1,9 |
|  Exportations des Hydrocarbures | -6,0 | -1,0 | 0,2 | 6,3 | -3,5 | -8,4 | -5,2 | -2,5 |
|  Exportations autres biens | -3,1 | 29,0 | -8,7 | 17,0 | -32,2 | 59,9 | -1,6 | 8,6 |
|  Exportations services | -1,3 | 5,0 | 12,9 | 7,6 | -13,2 | 11,9 | 0,0 | 3,3 |
| Total emplois | 4,3 | 4,9 | 4,5 | 1,6 | -0,9 | 0,1 | 1,0 | 2,2 |

Source : Office National des Statistiques (ONS).

**Tab N°4 – Balance des paiements (en millions de US $)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** | **1T2019** |
| **Marchandises FOB/FOB (net)** | **9877** | **-41** | **-18083** | **-20124** | **-14412** | **-7450** | **-2750** |
|   |   |   |   |   |   |   |   |
| Exportations (FOB) | 64867 | 59629 | 34566 | 29313 | 34569 | 41120 | 9370 |
|  Hydrocarbures | 63816 | 58462 | 33081 | 27920 | 33202 | 38900 | 8830 |
|  Autres marchandises | 1051 | 1167 | 1485 | 1393 | 1367 | 2220 | 540 |
|   |   |   |   |   |   |   |   |
| Importations de marchandises (FOB) | -54990 | -59670 | -52649 | -49437 | -48981 | -48570 | -12120 |
|   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Services Non facteurs** | **-6998** | **-8141** | **-7522** | **-7350** | **-8042** | **-8170** | **-2190** |
|  Crédit | 3778 | 3555 | 3482 | 3430 | 3137 | 3280 | 750 |
|  Débit | -10776 | -11696 | -11004 | -10780 | -11179 | -11450 | -2940 |
|   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Revenu du capital** | **-4521** | **-4814** | **-4450** | **-1570** | **-2594** | **-4420** | **-1170** |
|  Intérêts reçus | 3548 | 3232 | 2190 | 2420 | 2262 | 1310 | 270 |
|  Intérêts payés | -8069 | -8046 | -6640 | -3990 | -4856 | -5730 | -1440 |
|   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Transferts nets** | **2792** | **3719** | **2770** | **2820** | **2955** | **3350** | **700** |
| **Solde compte courant** | **1150** | **-9277** | **-27285** | **-26224** | **-22093** | **-16690** | **-5410** |
|   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Investissements directs (nets)** | **1961** | **1525** | **-691** | **1403** | **1206** | **630** | **480** |
|   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Emprunts MLT nets (capitaux officiels nets)** | **-384** | **517** | **-460** | **980** | **-66** | **150** | **-140** |
|  Mobilisations (tirages) | 165 | 748 | 4820 | 5130 | 4005 | 3410 | 0 |
|  Remboursements (amortissements des prêts) | -549 | -231 | -5280 | -4150 | -4071 | -3260 | -140 |
|   |   |   |   |   |   |   |   |
| Ajustements CT (erreurs et omissions nette) | -2597 | 1357 | 900 | -2100 | -810 | 100 | -820 |
|   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Solde balance des paiements** | **130** | **-5878** | **-27536** | **-25941** | **-21763** | **-15810** | **-5890** |

Source : Banque d’Algérie.

**Tab N°5- Variation (%) de l’indice**

**des prix à la consommation (base 100=2001)**

**Tab N°5- Variation (%) de l’indice des prix à la consommation (base 100=2001)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|   | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** |  **2019** |
| **Ensemble** | **3,25** | **2,92** | **4,78** | **6,40** | **5,59** | **4,27** | **1,95** |
| Alimentation – Boissons non alcoolisées | 3,18 | 3,90 | 4,70 | 3,39 | 5,01 | 3,38 | -0,56 |
| Habillement –Chaussures | 7,79 | 7,14 | 8,68 | 13,74 | 8,88 | 5,50 | 6,61 |
| Logement –Charges | 1,59 | 1,30 | 1,28 | 6,35 | 2,33 | 0,89 | 1,51 |
| Meubles et Articles d’Ameublement | 2,68 | 3,60 | 4,41 | 5,28 | 4,21 | 5,38 | 5,04 |
| Santé & Hygiène Corporelle | 4,14 | 4,40 | 6,14 | 6,64 | 5,67 | 4,06 | 3,10 |
| Transports et Communication | 5,61 | -1,05 | 3,68 | 11,74 | 4,72 | 5,52 | 1,20 |
| Education – Culture – Loisirs | -2,87 | 8,93 | 4,86 | -1,43 | 2,93 | 4,63 | 13,56 |
| Divers ( N.D.A. ) | 0,75 | 0,57 | 6,78 | 10,80 | 11,12 | 7,33 | 5,59 |

Source : Office National des Statistiques (ONS).

**Tab N°6- Variation (%) de l’indice des prix à la consommation par catégories de produits**

 **(Base 100=2001)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|   | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** | **2019** |
| **Ensemble** | **3,25** | **2,92** | **4,78** | **6,40** | **5,59** | **4,27** | **1,95** |
| **Biens alimentaires (y c boissons alcoolisées)** | **3,18** | **3,89** | **4,70** | **3,39** | **5,01** | **3,38** | **-0,56** |
|  **Produits frais agricoles** | 4,02 | 5,26 | 7,75 | 2,03 | 6,58 | 4,11 | -2,23 |
|  **produits alimentaires industriels** | 2,37 | 2,57 | 4,66 | 4,75 | 3,49 | 2,64 | 1,14 |
| **Bien manufacturés** | **1,97** | **1,21** | **5,11** | **9,99** | **7,23** | **5,06** | **4,23** |
| **Services** | **6,22** | **3,74** | **5,35** | **7,34** | **3,72** | **4,97** | **3,65** |

Source : Office National des Statistiques (ONS).

**Tab N°7- Principaux indicateurs de la démographie**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Années** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** |
| **Population** |
|  Population au milieu de l’année (en milliers) | 38 297 | 39 114 | 39 963 | 40 836 | 41 721 | **42 578** |
|  Accroissement naturel (en milliers) | 795 | 840 | 858 | 886 | 870 | **845** |
|  Taux d’Accroissement Naturel (en %) | 2,07 | 2,15 | 2,15 | 2,17 | 2,09 | **1,99** |
|  Taux de Dépendance Démographique Ensemble (en %) | 57,3 | 58,5 | 60,1 | 61,8 | 63,5 | **65,2** |
|  Taux de Dépendance Démographique moins de 15 ans | 44,2 | 45 | 46,1 | 47,4 | 48,6 | **49,8** |
|  Taux de Dépendance Démographique 60 ans et plus | 13,1 | 13,5 | 14 | 14,4 | 14,9 | **15,4** |
| **Natalité- Fécondité** |
|  Nombre de Naissances (en milliers) | 963 | 1 014 | 1 040 | 1 067 | 1 060 | **1 038** |
|  Taux Brut de Natalité (en ‰) | 25,14 | 25,93 | 26,03 | 26,12 | 25,4 | **24,39** |
|  Indice Conjoncturel de Fécondité (enfants/femme)  | 2,9 | 3 | 3,1 | 3,1 | 3,1 | **3** |
| **Taux de fécondité par âge (en ‰)** |
|  15-19 ans | 9,8 | 9,2 | 9,7 | 10,3 | 9,8 | **9,1** |
|  20-24 ans | 82,5 | 83,8 | 87 | 91,2 | 88 | **84,4** |
|  25-29 ans | 156,3 | 151 | 156,8 | 162,2 | 158,6 | **150,4** |
|  30-34 ans | 151,8 | 165,5 | 167,4 | 168 | 169,4 | **160,9** |
|  35-39 ans | 118,4 | 143,2 | 126,3 | 123,7 | 127,8 | **135,2** |
|  40-44 ans | 62,1 | 51,4 | 62 | 62,1 | 62,7 | **48,5** |
|  45-49 ans | 6,3 | 5,7 | 8,9 | 8,8 | 9 | **5,4** |
|  Âge Moyen à la Maternité (en années) | 31,7 | 31,8 | 31,8 | 31,7 | 31,8 | **31,6** |
| **Mortalité générale** |
|  Nombre de Décès (en milliers) | 168 | 174 | 183 | 180 | 190 | **193** |
|  Taux Brut de Mortalité (en ‰) | 4,39 | 4,44 | 4,57 | 4,42 | 4,55 | **4,53** |
| **Mortalité infantile et infanto-juvénile** |
|  Nombre de Décès Infantiles | 21 586 | 22 282 | 23 150 | 22 271 | 22 240 | **21 846** |
|  Taux de Mortalité Infantile Ensemble (en ‰) | 22,4 | 22 | 22,3 | 20,9 | 21 | **21** |
|  Taux de Mortalité Infantile Masculin (en ‰) | 23,6 | 23,5 | 23,7 | 22,4 | 22,6 | **22,5** |
|  Taux de Mortalité Infantile Féminin (en ‰) | 21,2 | 20,4 | 20,7 | 19,3 | 19,3 | **19,5** |
|  Quotient de mortalité infanto-juvénile Ensemble (en ‰) | 26,1 | 25,6 | 25,7 | 24 | 24 | **24,2** |
|  Quotient de mortalité infanto-juvénile Masculin (en ‰) | 27,3 | 27,1 | 27,1 | 25,6 | 25,6 | **25,7** |
|  Quotient de mortalité infanto-juvénile Féminin (en ‰) | 24,9 | 23 ,9 | 24,2 | 22,3 | 22,2 | **22,6** |
| **Mortinatalité** |
|  Nombre de Mort-nés | 15 009 | 15 077 | 14 620 | 14 236 | 13 412 | **12 712** |
|  Taux de mortinatalité Ensemble(en ‰) | 15,4 | 14,6 | 13,9 | 13,2 | 12,5 | **12,1** |
|  Taux de mortinatalité masculin (en ‰) | 16,4 | 15,8 | 14,8 | 14,1 | 13,5 | **13,1** |
|  Taux de mortinatalité Féminin (en ‰) | 14,2 | 13,5 | 12,9 | 12,2 | 11,5 | **11,1** |
| **Esperance de vie (En années)** |
|  Esperance de vie à la naissance Ensemble  | 77 | 77,2 | 77,1 | 77,6 | 77,6 | **77,7** |
| Esperance de vie à la naissance Hommes  | 76,5 | 76,6 | 76,4 | 77,1 | 76,9 | **77,1** |
| Esperance de vie à la naissance Femmes  | 77,6 | 77,8 | 77,8 | 78,2 | 78,2 | **78,4** |

Source : Office National des Statistiques (ONS).

**Tab N°8- principaux agrégats et indicateurs du marché du travail (En milliers)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Année*** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** | **2019** |
| ***Période de référence*** | **Sept.** | **Sept.** | **Sept.** | **Sept.** | **Sept.** | **Sept.** | **Mai** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Population active du moment** | **11 964** | **11 453** | **11 932** | **12 117** | **12 298** | **12 463** | **12730** |
| **Taux d'activité (En %)** | 43,2 | 40,7 | 41,8 | 41,8 | 41,8 | 41,7 | 42,2 |
| **Population occupée du moment** | **10 788** | **10 239** | **10 594** | **10 845** | **10 858** | **11 011** | **11 281** |
| **Taux d’emploi (En %)** | 39 | 36,4 | 37,1 | 37,4 | 36,9 | 36,8 | 37,4 |
| **Population en Chômage** | **1 175** | **1 214** | **1 337** | **1 272** | **1 440** | **1 462** | **1 449** |
| **Taux de chômage (En %)** | **9,8** | **10,6** | **11,2** | **10,5** | **11,7** | **11,7** | **11,4** |
| **Taux de chômage des jeunes (16-24 ans) (En %)** | 24,8 | 25,2 | 29,9 | 26,7 | 28,3 | 29,1 | 26,9 |
| **Sexe : Masculin** |
| **Population occupée du moment** | **8 885** | **8 517** | **8 660** | **8 933** | **8 893** | **9 040** | **9 219** |
| **Population en Chômage** | 804 | 859 | 954 | 792 | 926 | 988 | **920** |
| **Population active du moment** | **9 689** | **9 376** | **9 614** | **9 725** | **9 819** | **10 028** | **10 140** |
| **Taux de chômage (En %)** | 8,3 | 9,2 | 9,9 | 8,1 | 9,4 | 9,9 | **9,1** |
| **Taux d'activité (En %)** | 69,5 | 66,2 | 66,8 | 66,6 | 66,3 | 66,7 | **66,8** |
| **Taux d’emploi (En %)** | 63,7 | 60,1 | 60,2 | 61,2 | 60 | 60,7 | **60,7** |
| **Sexe : Féminin** |   |
| **Population occupée du moment** | **1 904** | **1 722** | **1 934** | **1 912** | **1 965** | **1 961** | **2 062** |
| **Population en Chômage** | 371 | 355 | 384 | 479 | 513 | 474 | **529** |
| **Population active du moment** | **2 275** | **2 078** | **2 317** | **2 392** | **2 479** | **2 435** | **2 591** |
| **Taux de chômage (En %)** | 16,3 | 17,1 | 16,6 | 20 | 20,7 | 19,4 | **20,4** |
| **Taux d'activité (En %)** | 16,6 | 14,9 | 16,4 | 16,6 | 17 | 16,4 | **17,3** |
| **Taux d’emploi (En %)** | 13,9 | 12,3 | 13,6 | 13,3 | 13,5 | 13,2 | **13,8** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Situation dans la profession** |
| **Employeurs &**  | 3 117 | 2 811 | 3 042 | 3 133 | 3 236 | 3 382 | 3473 |
| **Indépendants** |
| **Salariés Permanents** | 3 878 | 3 640 | 4 542 | 4 176 | 4 188 | 4 184 | 4454 |
| **Salariés non perm & apprentis**  | 3 562 | 3 623 | 2 855 | 3 382 | 3 225 | 3 223 | 3174 |
| **Aides Familiaux** | 231 | 165 | 155 | 154 | 209 | 212 | 180 |
| **Secteur d'activité** |
| **Agriculture** | 1 141 | 899 | 917 | 865 | 1 102 | 1 067 | 1 083 |
| **Industrie** | 1 407 | 1 290 | 1 377 | 1 465 | 1 493 | 1 434 | 1 450 |
| **B.T.P** | 1 791 | 1 826 | 1 776 | 1 8 95 | 1 847 | 1 774 | 1 890 |
| **Services** | 6 449 | 6 224 | 6 524 | 6 620 | 6 417 | 6 726 | 6 857 |
| **Secteur juridique** |
| **Public** | 4 440 | 4 100 | 4 455 | 4 355 | 4 001 | 4 090 | 4267 |
| **Privé** | 6 349 | 6 139 | 6 139 | 6 490 | 6 857 | 6911 | 7014 |

Source : Office National des Statistiques (ONS).